

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
N° 638 - VENDREDI 14 DECEMBRE 1974 - 3,50 F

Tribune socialiste



ts

**IXe
CONGRES**

unité populaire



**contrôle...
autogestion**

Un Congrès tourné vers l'extérieur

On nous a dit, au Conseil national de Juvisy de 1971, que le PSU, parti charnière, n'avait plus de raison d'être et qu'il devait disparaître. Ceux qui, maoïstes ou trotskystes, avaient annoncé notre fin imminente et nous avaient quittés se sont perdus dans la nature. Ils ont cessé d'exister comme facteur politique. Ces liquidateurs de gauche se sont liquidés rapidement eux-mêmes.

Et voici qu'en octobre dernier, au Conseil national d'Orléans, d'autres camarades avaient à leur tour déclaré que le PSU n'avait plus de raison d'être et qu'il devait se fondre dans le Parti socialiste renforcé. Battus et mécontents, ils l'ont quitté en affirmant que le PSU est devenu « un autre parti », qu'ils avaient, par leur départ, vidé de sa substance. Ils s'apprêtent à rejoindre le PS et déjà, avant d'y adhérer, ils se divisent entre diverses tendances. Eux aussi, à peine partis, ils cessent d'exister comme facteur politique. Ces liquidateurs de droite sont en train de se liquider eux-mêmes.

Non, le PSU n'est pas devenu un « autre parti » parce que certains membres de sa direction l'ont quitté. Il confirmera à son Congrès d'Amiens ses options programmatiques, son orientation stratégique, sa démarche tactique. Il proclamera son attachement à l'unité populaire-anticapitaliste, sa volonté de s'insérer dans le mouvement ouvrier global, de participer à ses luttes, de vivre en symbiose avec lui, de partager ses soucis et ses peines, tout en promouvant un courant autogestionnaire autonome, tout en luttant pour le contrôle ouvrier et populaire.

Le PSU tend à enrichir son acquis théorique et pratique. Il se propose d'adapter ses structures entachées encore des traditions social-démocrates, à ses objectifs et moyens d'action, de les rendre plus souples et plus ouvertes. Il cherche à dépasser les formules abstraites, séduisantes mais vaines, à préciser sa politique en partant de « l'analyse concrète d'une situation concrète » (Lénine), à se fixer des objectifs et des moyens concrets d'action.

Le Parti socialiste, d'un parti social-démocrate, sclérosé et coupé de ses assises populaires, est devenu un parti social-démocrate rénové, sans changer de caractère et de substance politique. Le PSU, pour sa part, veut devenir un vrai parti révolutionnaire, capable de grouper dans ses rangs et autour de lui tous les partisans du socialisme autogestionnaire.

Pour y parvenir, il doit se tourner en premier lieu vers l'extérieur, élaborer une plate-forme des revendications de caractère anticapitaliste, rechercher à conclure des accords aussi larges et aussi durables que possible, au sommet et à la base, avec les organisations réformistes en s'efforçant d'y associer les groupements d'extrême gauche. Il doit soutenir les partis de gauche dans leurs efforts pour accéder au gouvernement, sans surenchérir, mais aussi sans aliéner sa liberté d'initiative et de critique. Dans cette période de brouille entre le PC et le PS, le PSU devient un interlocuteur valable. Il doit intervenir pour que soient surmontées les querelles subalternes et soit réalisée une vaste alliance de classe.

La crise aggrave les conditions d'existence des travailleurs. C'est pourquoi le congrès du PSU doit prendre l'initiative d'un pacte d'unité d'action visant la défense de l'emploi, l'interdiction de tout licenciement sans emploi équivalent, l'indexation des salaires et de l'épargne sur le coût de la vie, la généralisation de l'indemnité de chômage, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et de l'impôt direct sur les revenus inférieurs au SMIC, le

blocage des tarifs publics, le remplacement des subventions aux géants industriels en difficulté par la nationalisation sous contrôle ouvrier. Une telle plate-forme revendicative devrait prévoir la taxation des grandes fortunes et des revenus réels, des sociétés capitalistes, la suppression des expériences nucléaires...

C'est en partant de positions défensives et après avoir repoussé l'offensive du patronat et de l'Etat, que les travailleurs pourront passer à la contre-offensive et s'attaquer aux structures de la société tant économiques et sociales qu'administratives et culturelles. A la crise globale de la société doit répondre un projet global de sa transformation et de transition au socialisme.

Nos militants doivent être présents partout où se déroulent des luttes, être leurs animateurs, les initiateurs de nouvelles formes d'action, sans jamais chercher à les imposer, en respectant la démocratie syndicale. Toute tentative de forcer le rythme de la prise de conscience ne peut que nous isoler, nous mettre en marge du mouvement ouvrier réel. Notre rôle est d'explicitier les aspirations encore imprécises, mais déjà profondément ressenties des travailleurs, être en un mot un pas et non cent pas en avant des masses.

Nous sommes encore peu nombreux. Nous avons été plus souvent les semeurs d'idées que les animateurs d'actions. Pourtant notre présence se fait sentir, notre rayonnement a de loin dépassé nos effectifs. Certaines des luttes que nous avons impulsées sont devenues exemplaires à force d'attirer la sympathie et de soutenir les travailleurs.

Il nous faut recruter, donner à notre influence une expression organisationnelle. Il nous faut ouvrir largement les portes et les fenêtres du PSU, en faire une maison de verre, où tout se passe au vu et au su des travailleurs, sous leur contrôle, sous le feu de leur critique.

Recruter, oui, il le faut, mais qui ? Faut-il ouvrir sans discernement nos portes à tous les égarés de l'extrême-gauche à la recherche d'un abri ? Ne risquons-nous pas de retrouver demain à nos côtés les prophètes déconfits de notre défaite inévitable ? Notre recrutement, pour large qu'il soit, doit être conforme à notre politique d'unité d'action, à notre vocation autogestionnaire.

On a le recrutement de sa politique, comme on a la politique de son recrutement. Le PSU ne doit en aucun cas retomber dans les errements gauchistes, ni dans les erreurs opportunistes de ceux qui nous ont quittés. Nous commettrons certes d'autres erreurs, seuls ne se trompent pas ceux qui ne font rien. Nous tâcherons de corriger en marchant, sans nous lamenter, sans battre notre coulpe sur la poitrine des autres.

Et sans oublier que nous avons été précédés par toute une pléiade de précurseurs et pionniers du socialisme, que, tout en rénovant nos formes d'organisation et d'action, nous devons profiter de leur expérience, éviter leurs fautes, nous inspirer de leurs succès.

Notre congrès sera réussi s'il projette vers l'extérieur l'image d'un parti ressoudé, uni dans la volonté de participer aux luttes des travailleurs, d'un parti capable d'être non seulement un « intellectuel collectif » selon la formule de Gramsci, mais aussi un « combattant collectif » de la cause du socialisme.

Victor Fay ■

calendrier

- **Samedi 14 décembre : Six heures pour le Chili**
A l'appel du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien et de l'Union locale CFDT.
- 51, bis, rue de la Roquette - Paris 11e - métro : Bastille ou Voltaire**
 - 18 h à 20 h 30 : montage diapositives « l'Unité populaire à la Résistance » : partie artistique avec le groupe « Caraxu »
 - de 20 h 30 : FILM : « Quand le peuple s'éveille », à 23 h : Debat avec des représentants de la Résistance chilienne.
- **Lundi 16 décembre: Meeting sur l'armée**
A la Mutualité, à 20 heures. Intervention de l'OLP Théâtre palestinien. Danses folkloriques. Avec la participation de G. Allwright, F. Solleville.
- **Jeu-dí 19 décembre : quatre heures pour la Palestine.**
A la Mutualité, à 20 heures. Intervention de l'OLP Théâtre palestinien. Danses folkloriques. Avec la participation de G. Allwright, F. Solleville, C. Magny, Mouloudji, Pia Colombo, J. Melgarejo. Organise par le Comité d'information et de solidarité avec le peuple palestinien.

Succès insolite à Londres

OCCUPATIONS

de TREVOR GRIFFITHS

**GRAMSCI - TURIN 1920
SITUATION REVOLUTIONNAIRE ?**

THEATRE MOUFFETARD

76 rue Mouffetard - Paris 5e 331.59.77
T.l.j. 20H30 sf dim.lundi - 20 F - 15 F



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Christian GUERCHE et Victor LEDUC.
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS
Rédaction : 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T C
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Composition CADET PHOTOCOMPOSITION

Une société et ses flics

Entretien avec Michel Tardiveau — Secrétaire général du syndicat parisien de Police CFDT

« Nous attendons des crédits, c'est le totalitarisme qui répond ». Non il ne s'agissait pas de gauchistes qui manifestaient le 10 décembre 1974 au métro Lourmel, mais de 3 000 gardiens de la paix qui répondaient à l'appel de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police. Oui, ça bouge dans la police. Des pétitions circulent et des actions revendicatives commencent à se déclencher. C'est là le flagrant révélateur de la crise qui secoue notre société. C'est la raison pour laquelle TS est allée interviewer le représentant CFDT, de la police parisienne qui s'est joint à la manifestation et qui est à l'origine de la journée d'action du 5 décembre.

TS — La police qui bouge à son tour, ce n'est pas un fait courant...

Michel Tardiveau — Le malaise dans la police ne date pas d'aujourd'hui. Mais face à l'immobilisme de l'administration, la CFDT a décidé d'engager des actions qui s'imposent, afin que les légitimes revendications des personnels soient satisfaites.

Le 5 décembre 1974, une délégation de 50 membres responsables des sections syndicales et départementales de la CFDT-PN s'est présentée devant le Ministère de l'Intérieur.

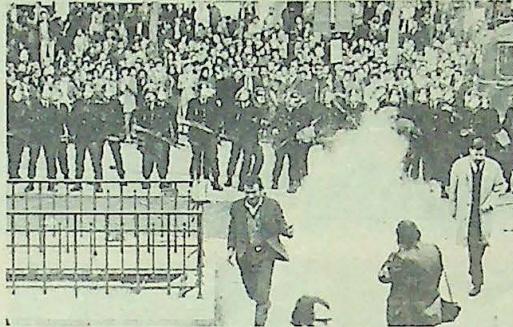
Un mémoire revendicatif destiné à M. Poniowski a été remis à son attention. Il faut que nous soyons entendus. Ce mémoire porte tant sur le rôle et la fonction de la police que sur les revendications proprement professionnelles.

Du reste, les responsables des différentes sections départementales ont porté ce mémorandum au Préfet de Paris (M. Paolini) et au Préfet du SGAP (M. Migu) pour ce qui est de la région parisienne. Des sections de province interviendront auprès des préfets de département.

Il faut vous dire qu'à l'intérieur de la police il n'y a pas de concertation. Jusqu'à présent, on ne nous a même pas convoqués pour discuter de nos problèmes.

TS — Il n'y a tout de même pas de problèmes d'emploi dans votre branche...

MT — Non, ce serait plutôt le contraire. Il n'y a pas assez de candidats aux postes. Il y a d'abord les conditions de travail, qui se sont détériorées. Eloignement de plus en plus grand du domicile au boulot. Risques accrus. Mais surtout on leurre les candidats. Si on est flic, on ne peut être citoyen. En fait on est un être à part. En vertu de la loi de 1948, nous n'avons plus le droit de grève. Ce droit nous le revendiquons car les atteintes au droit syndical sont monnaie courante, la liberté d'expression nous est mesurée. Ainsi la circulaire syndicale émise à l'occasion de l'action du 5 décembre a été interdite à l'affichage.



Non les candidats ne se bousculent pas au portillon.

TS — L'image de la police s'est considérablement détériorée, elle aussi, auprès de la population. Comment l'expliquez-vous ?

MT — Ce qu'il faut dire avec force, c'est que les policiers n'acceptent plus de « limer les bavures » d'un système social inadapté. Ils ne supportent plus de faire payer à la population, à forces de méthodes contraignantes et répressives, des carences provenant d'une inadaptation à l'évolution des mentalités, des mœurs, de la société en général.

Théoriquement la police devrait être au service des personnes et des biens, elle est de plus en plus au service des personnes qui ont des biens. Ainsi on nous cantonne dans une activité contraventionnelle. Qui va payer ces contraventions ? Il n'y a pas d'égalité pour tous. Par ailleurs, Police-Secours devrait être équipée de matériel nécessaire pour le transport des blessés, la réanimation. Or ce n'est pas le cas, par l'intermédiaire de la SAMU ces activités sont de plus en plus confiées au secteur privé. Dans sa fonction de service public, la police est de plus en plus dépourvue de moyens.

TS — Pensez-vous que les rapports police-population pourraient s'améliorer ?

MT — Oui. En pratiquant une sérieuse po-

litique d'ilotage. Le gardien de la paix est responsable d'un secteur et connaît ses habitants. Marcellin ne l'a pas inventé, il suffit de le remettre à l'ordre du jour. Mais surtout il faut insister sur le rôle préventif de la police. Quand on place les forces de « l'ordre » face aux manifestants, c'est une véritable provocation. A ce moment-là, dès qu'on voit un képi de flic on crie au charron. Nous l'avons dit à la direction. Les forces de l'ordre ne devraient pas être apparentes, mais prêtes à intervenir. Il nous a été répondu que le syndicat n'avait pas à s'immiscer dans l'administration et ne devrait s'occuper que de revendications « viscérales » autrement dit strictement professionnelles !

La vérité c'est que le gouvernement ne devrait pas prendre la police comme rempart contre ceux qui le contestent. Le premier flic de France est un homme politique. C'est toujours quand le gouvernement est en difficulté face à la montée des revendications des travailleurs qu'il fait donner sa police. Non seulement la police est au service d'un gouvernement mais elle est au service d'un régime. Une autre conception du rôle de la police entraînerait un autre type de relations avec le public.

TS — Il y a tout de même de nombreuses exactions commises individuellement par des policiers.

MT — On retrouve là le problème du recrutement. Le besoin mais aussi la facilité orientent trop souvent l'administration vers un recrutement qualitativement insuffisant, dont les conséquences sont actuellement visibles dans des défaillances individuelles. Il y a aussi le problème d'un encadrement solide et d'une formation adaptée. Ainsi, le candidat policier devrait subir des tests sur son aptitude à ne pas perdre son sang-froid, ses qualités anti-racistes, etc.

Et puis une certaine conception de l'ordre musclé fini par déteindre sur certains gars qui finissent par croire que la police a le droit de tout faire, même ce qui est interdit aux autres.

TS — Dans une autre société, quelle police concevez-vous ?

MT — D'abord il faudrait tout de suite imposer le contrôle des activités de police par les travailleurs. Et plutôt que de tirer des plans sur la comète, c'est l'ensemble des travailleurs qui devrait dire ce que la police pourrait être.

(Propos recueillis par Alain Tlemcen) □

ORTF : le compte à rebours

A la suite de l'annonce du licenciement des journalistes... et de l'intervention de la police à la Maison de l'ORTF et au centre Cognacq-Jay, la riposte a été massive et immédiate parmi les travailleurs de l'ORTF. Toutefois l'annonce de suspension de la grève — claironnée sur les antennes et dans la presse — à partir du lundi 2 décembre (et la position de la Fédération syndicale unifiée revenant à sa stratégie des grèves sectorielles) a démobilisé une partie du personnel. Toutefois les centres de Joinville et des Buttes-Chaumont et certains autres centres de Paris et de province ont continué le mouvement. Un effort de popularisation a même été fait dans le 19^{ème} (Buttes) en liaison avec les hospitaliers : distribution de tracts sur les marchés,

mini-meetings le samedi 7 au métro Télégraphe ainsi que dans les rues de Joinville, avec interruption de la circulation. Dans ces deux centres, la lutte s'essoufle un peu, parce que les autres centres n'ont pas pris la relève. Pourquoi les travailleurs se mobilisent-ils aux Buttes, à Joinville, ou plus récemment à Cognacq ? Pourquoi la Maison de la Radio et le centre d'Issy-les-Moulineaux restent-ils passifs ? Il y a plusieurs raisons à cela. Dans les 2 premiers centres, on constate la présence massive d'ouvriers et de personnel de production, ce qui implique une certaine pratique syndicale caractérisée par :

● le recours à l'action de masse comme moyen privilégié ;

● des organisations syndicales plus représentatives des travailleurs ;

● un pouvoir de décision reconnu aux assemblées générales par les responsables syndicaux ;

● une unité à la base concrétisée par un comité de grève inter-syndical.

Par contre, à la Maison de la Radio et à Issy-les-Moulineaux, il y a une majorité d'administratifs et de techniciens avec une pratique syndicale pour les-uns faible, et à caractéristique bureaucratique, essentiellement corporatiste pour les autres.

Aujourd'hui, le mouvement se

poursuit surtout chez les journalistes et le personnel de la production. Les administratifs qui sont pourtant très touchés par les licenciements hésitent à s'engager dans l'action en espérant trouver une solution individuelle. Vingt jours restent encore avant la liquidation de l'Office... Le Pouvoir se sent fort, d'autant que les fêtes de fin d'année incitent à la démobilisation et que la gauche politique est dans l'incapacité d'envisager une action de solidarité pouvant créer un rapport de forces favorable. Dans ces conditions, la lutte contre les licenciements dépend de la capacité des seuls travailleurs de l'ORTF.

Groupe PSU de l'ORTF

Draguignan, ville occupée

Mercredi 4 décembre au matin, les Dracénois apprennent que le Conseil d'Etat vient de donner un avis favorable pour le transfert de la préfecture de Draguignan à Toulon. La défense s'organise aussitôt : la population envahit la préfecture, s'installe dans le parc. Les commerçants baissent leur rideau. Des camions de ciment et de gravier déversent leur chargement devant toutes les issues. Des banderoles fleurissent sur les fortifications. Des tas de pierres sont disséminés çà et là aux points stratégiques autour de la préfecture. Dans le camp retranché on s'organise : volets et planches renforcent les barricades. Le maire PS, Soldani, promet : « Tout sera fini à 18 heures pour la séance extraordinaire du conseil municipal. » Un piquet s'improvise sur la pelouse. A 13 h 30 une explosion : les installations électriques de la préfecture viennent d'être plastiquées : la porte de la cave du préfet saute. Les manifestants en profitent joyeusement.

A 15 h 30, 5 000 à 7 000 personnes stationnent dans la cour et devant la préfecture. Des CRS de Marseille et d'Ollioules ainsi que des escadrons de gendarmes mobiles venus d'Angers et de Digne envahissent le parc. La population immédiatement mobilisée riposte par une grêle de pierres, de planches, de bouteilles, de pots de fleurs, etc. Le maire et son adjoint tentent de s'interposer. Vainement. L'ordre est donné aux flics de charger. L'émeute alors se déchaine : les grenades lacrymogènes font refluer la foule sur les allées d'Azemar devant la préfecture. La population, jeunes et vieux, se bat avec rage.

Vers 16 h, on apprend que le décret de transfert est signé par Chirac. Cette nouvelle provoque une recrudescence de violence. Un camion-benne fonce à deux reprises sur les barrages de flics. C'est la



débandade, suivie d'un regroupement autour du commissariat. Cette fois, les grenades offensives font leur apparition. Il est 17 h 20 : de nombreux manifestants sont blessés, plusieurs évacués sur l'hôpital. Du côté des flics aussi, des blessés et même l'un d'entre eux est fait prisonnier par les manifestants. Une voiture flambe. Vers 18 h 30, la réunion du conseil municipal se déroule devant plusieurs milliers de personnes. Le maire Soldani remet sa démission.

Cependant les affrontements entre manifestants et CRS continuent jusqu'à 2 heures du matin et reprendront dans la matinée du jeudi, malgré un appel de Soldani. « Nous n'acceptons pas le fait accompli, mais nous nous battons dans la légalité !. »

Depuis, Draguignan est ville occupée (15 escadrons de gendarmes mobiles et 2 compagnies de CRS).

Le bilan est lourd : 70 à 80 blessés, plus ou moins grièvement ; 2 emprisonnés, les chauffeurs du camion ; plusieurs voitures incendiées et de nombreuses vitrines brisées. Le climat de la ville est morne. La presse locale se désolidarise des manifestants : « Si des abus ont été commis, ils l'ont été par des éléments incontrôlés, souvent étrangers au chef-lieu » (République, jeudi 5 décembre). Les Dracénois savent bien, eux qui se trouvaient là, que c'était bien la population varoise qui se dressait contre une décision arbitraire prise au mépris des gens concernés : le mépris de Paris pour la province.

Le gouvernement n'en est pas à une contradiction près. Dans les discours officiels et dans l'allocution prononcée par Poniatowski le 30 novembre, il est question de prendre des mesures pour contre-carrer les évolutions économiques et démographiques naturelles, em-

pêcher que les villes importantes ne se renforcent au détriment de celles qui dépérissent !

Draguignan, 21 000 habitants, ville non industrialisée va se voir privée d'environ 5 000 personnes. Une compensation : l'armée. En effet, Canjuers n'est pas suffisant ! Après avoir chassé les paysans du Haut-Var, supprimé les rares industries locales, le transfert de la préfecture intervient en point final d'une politique visant à coloniser le Var par l'armée. Depuis plusieurs années, le PSU a dénoncé le mythe des « retombées économiques » de l'armée, qui devaient enrichir la région et favoriser son essor. Les retombées sont là aujourd'hui : chômage, déséquilibre économique, grenades lacrymogènes.

Dès l'annonce du transfert, le PSU avait proposé au Comité de résistance des AG sur les lieux de travail pour examiner les meilleurs moyens de paralyser la machine administrative dans l'esprit offensif des Lip. Aucune de nos propositions visant à organiser le contrôle populaire sur le maintien de la région n'a été même discutée, le PS faisant une obstruction systématique avec le refrain : « Faites confiance aux élus. »

La lutte cantonnée sur le strict plan de la légalité bourgeoise ne pouvait plus déboucher que sur une explosion de violence aveugle, sans perspectives, sans direction. Le PSU exprime sa solidarité avec les nombreux manifestants victimes de la répression policière. Il appelle la population à organiser la résistance sous des formes nouvelles, démocratiquement discutées à la base. La lutte populaire organisée sera déterminante pour la victoire contre l'arbitraire et l'absurdité.

Section PSU de Draguignan ■

La résistible ascension de Napoléon Soldani

Cette belle unanimité de la gauche à soutenir Draguignan, vivant symbole de la volonté populaire bafouée, du pouvoir local ou régional vidé par les oukazes de Paris, de la résistance honnête et courageuse de toute une population ligée derrière ses élus... tout cela fait plaisir, et se justifiait sans doute — au moins tant que planait sur la ville le nuage piquant des gaz lacrymogènes.

Les lampions sont éteints, les fonctionnaires préfectoraux installés à Toulon, la résolution de Paris clairement démontrée. Mais maintenant ne faut-il pas dire certaines choses : Edouard Soldani, sénateur depuis 1946, président du conseil général du Var depuis 1956 et maire de Draguignan depuis 1959, est loin d'être un socialiste comme on voudrait qu'ils soient...



A boire et à manger

Nous l'avions déjà vu à l'œuvre, en octobre : le décret de Paris transférant la préfecture venait d'être connu. Emotion, panique, premiers discours. Et surtout première mani-

festation devant les grilles de la préfecture, conduite par le sénateur, entouré des présidents des unions de commerçants, des élus et de ses agents : sur trois bons rangs, la « mafia » du maire qui vient de réaliser son malheur : elle a perdu ; Soldani est politiquement mort ; son gendre Hauteœur n'ira jamais au Parlement ; dans quelques années, la droite giscardienne ou gaulliste ne fera qu'une bouchée de ce « socialisme municipal » amputé de ses principaux piliers : les commerçants, et les syndiqués « Force ouvrière » de la préfecture.

La municipalité : il y avait à boire et à manger ! Deux millions et demi de subvention aux amicales de boulistes, un million au club hippique. Mais les syndicats se contentaient de 500 F, et le Planning familial de 200. Au total,

Du rififi au PS

bien plus de concours de pétanque et de vins d'honneur que de politique sociale. Et rien bien sûr pour les « Nord-af », ces pelés, ces galeux, parqués dans le ghetto de la vieille ville.

Les syndicats ? A la mairie, on voyait les choses largement. Pourquoi ne pas étendre la notion aux patrons de café, aux vendeurs de chaussures, aux producteurs de pinard : ne sont-ils pas des travailleurs, eux aussi ? Sorti de ça, gloire évidemment à Force Ouvrière que dirige le gendre de Soldani : les cadres des boîtes de la région, les employés de la préfecture... tout le monde y est. Et on reste en famille.

De toute façon, l'important, c'est Paris. Paris l'ennemi, Paris l'hydre sans tête qui commande à Draguignan comme il commande ailleurs. Que les Dracenois seraient heureux si Defferre était roi de Provence et Soldani son ministre ! Toutes proportions gardées, c'est bien ce qui se passait : l'ancien inspecteur des ventes du *Provençal*, le journal de Defferre, a fait son chemin dans l'ombre du patron. Mais à 83 ans — quand tout se dépeuple autour de vous — que reste-t-il sinon ces marches dérisoires sur la préfecture, ces harangues étranglées d'un vieillard accroché aux grilles noires de la bâtisse jacobine, cette préfecture qu'il loue et maudit tout à la fois, où siège « son » conseil, où il habite.

Ils sont passés !

En fait, la mort de Soldani, celle de Draguignan, ne datent pas d'aujourd'hui. Coincée entre le tourisme au sud et l'armée (Canjuers est à 15 km...) au nord, la ville aspirait à devenir garnison. Soldani lui-même, qui doit le regretter, avait fait le lit de l'invasion militaire. En réponse à un correspondant, il expliquait récemment que s'il faisait tout pour retenir les militaires et leurs familles, c'était « pour éviter l'attraction concurrentielle des villes voisines de la Côte d'Azur ».

L'expropriation des paysans, l'implantation du gigantesque camp de manœuvres de Canjuers, ils les avaient laissés faire en assurant : « Il y aura des retombées économiques ». Mais en fait de retombées, il y a eu le chômage pour les jeunes, le déséquilibre de l'économie locale, et — pour finir — le sinistre tintement des grenades. Quand le vieux notable s'est aperçu que Paris allait le priver de « sa » préfecture, il a compris qu'il fallait tenter sa chance une dernière fois. Il a rassuré la population : « Faites confiance à vos élus ; ils sont là pour vous, ils savent ce qu'il faut faire ». Les ordres sont venus d'en haut, et puis plus d'ordres du tout : Soldani faisait les antichambres parisiennes. Et quand Paris a enjoint brusquement au préfet de prendre ses nouveaux quartiers, il était déjà trop tard : quelques tas de cailloux municipaux, de bonnes pavasses à CRS, déposées là par quelques bennes secourables, ont servi de projectiles quand les gens de la mairie ont ameuté la population. Mais quel massacre ! Et depuis la première charge des CRS, quelle absence totale de directive, de mot d'ordre, de stratégie. Ces messieurs se sont lavés prestement les mains, et ont accepté la version préfectorale, histoire d'éviter la loi anti-casseurs : des agitateurs venus de l'extérieur... « Ils ne passeront pas ! » avait lancé Soldani. Ils sont passés, bien sûr. Et ils passeront encore, tant qu'il n'y aura pour leur barrer la route que cet assemblage hétéroclite et douteux de notables sans principes qui confondent avec une belle assurance leurs intérêts avec ceux de « leur » ville.

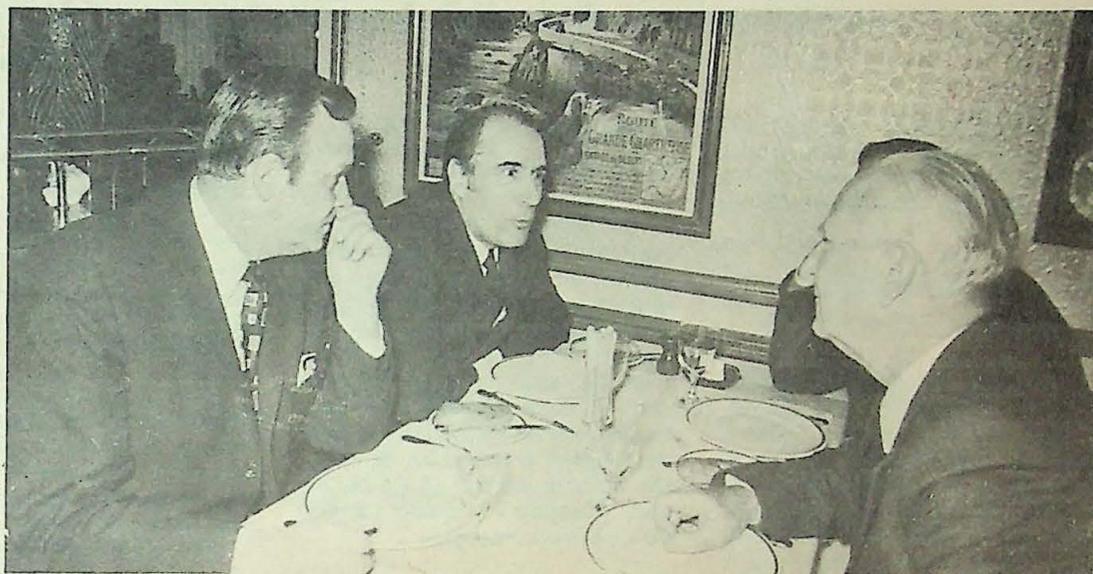
Philippe MARIÉLIE ■

La vie politique française, les rapports entre organisations politiques, c'est souvent bien compliqué. Mais la vie politique interne au PS atteint, dans le genre byzantin, une rare complexité.

Ceux qui, à l'heure actuelle, posent quelques problèmes aux socialistes, ce sont, bien sûr, nos futurs ex-camarades du « courant des Assises » et leurs compères de la 3ème composante.

La vie n'est guère plus rosé. Ce courant n'est pas tendre, d'ordinaire, pour les « sociaux-technocrates », ou pour « Rocard d'Estaing », selon la belle expression de leur leader. Certains s'attendaient donc que l'ERIS se fasse violente à l'encontre des nouveaux adhérents. Mais, là encore, le réalisme sait conduire à la prudence... Il faut, voyez-vous, obtenir 5 % des mandats au Congrès National,

courageux ! Et parfois cela séduit même de nouveaux adhérents, comme Pierre Héritier, dans la Loire (dans ce département, Garnier, Héritier et le CERES se sont déjà répartis les tâches et les postes fédéraux). Mais voilà, beaucoup d'adhérents de base du CERES ne comprennent pas très bien, eux, dans leurs provinces, pourquoi il faut être contre Rocard et Chapuis. D'autant qu'ils trouvent



Que voulez-vous, il faut les comprendre, les réactions des gens du PS !

Les Conventionnels ont réussi, en 1971, leur coup d'Epinais. Ils connaissent donc la musique pour l'avoir jouée récemment, et n'ont aucune, mais alors aucune, envie d'assister en spectateurs ébahis au numéro de solo de Michel Rocard, et qui sait, à son accession au rang de chef d'orchestre... La partie est difficile pour Joxe et ses camarades (et aussi, dans un genre voisin, pour quelqu'un comme JP Cot) : il leur faut certes savoir limiter l'ascension des nouveaux venus — sans cela, comment espérer arriver eux-mêmes demain aux postes suprêmes ? Mais en même temps il leur faut ne pas apparaître sectaires, et surtout ne pas sembler jouer sur un registre différent de celui de François Mitterrand. Apparemment donc, ce clan du PS (qui comprend du reste plusieurs « familles ») fait des sourires à Rocard-Chapuis-Acquier — les trois nouveaux secrétaires nationaux désignés du PS pour le courant des Assises et la 3ème composante. Et ils sont réduits à utiliser des biais pour porter leurs attaques ; par exemple, ils se sont mis à beaucoup aimer la CGT et la FEN, ces derniers temps, et à trouver excessifs les liens privilégiés avec la CFDT...

Du côté de chez Poperen, la

sur une motion d'orientation, pour être représenté au Comité directeur (et au Bureau exécutif) du PS. Le risque était donc grand pour les « poperenistes » de présenter un texte et... de courir le danger de se voir écartés de la direction du parti ! Les convives d'un restaurant parisien auront ainsi pu assister à un charmant repas, où Poperen fit ami-ami avec Rocard. Lequel doit bien se marrer, tout de même, en pensant que le ralliement officiel de Poperen à la tendance Mitterrand se fait à l'occasion de son entrée au PS !

Quant au CERES, il est aussi bien embêté. Ses « chefs historiques » n'ont pas fait le dur pari d'adhérer à la SFIO dès 1966 pour se faire souffler aujourd'hui les places, et l'image de gauche, par des malotrus. Gilles Martinet, qui n'était pas de ceux-là, a le premier compris qu'entre le CERES et Rocard, les vents étaient ces temps-ci plus favorables au second ; il a donc, le premier, vogué vers le fils prodigue, enfin de retour, et lui a ouvert les bras. Une belle réconciliation de plus !

Chevènement, Sarre, Guidoni, Motchane, qui ne mangent pas de ce pain-là, ont refusé vertueusement tout œcuménisme. Ils tiennent à avoir un vrai texte de gauche, bien à eux, à faire une vraie aile gauche, bien à eux. Bon, rien à dire, bravo, c'est

(les ingrats !) que le CERES manque de vedettes nationales et que, ma foi, Rocard et Chapuis... Bref, tout cela a conduit le CERES à maintenir une position dure et ferme — malgré les efforts de Féran visant à leur faire abandonner l'idée d'une motion autonome — et à réaffirmer qu'ils acceptent le risque de ne plus être représentés au secrétariat national du PS après le congrès des 31 Janvier — 2 février ; mais, en même temps, ils ont fait savoir à Mitterrand qu'ils n'avaient rien, a priori, contre le principe d'une motion de synthèse à réaliser pendant le Congrès. Autrement dit, on continue à débattre ferme, chez les camarades du CERES.

Eh oui, le PS est un beau et grand parti multiforme. On comprend que François Mitterrand, lors de la convention nationale tenue par son parti dimanche dernier, ait senti la nécessité d'une « reprise en main », et ait tout fait pour « dynamiser » un peu les militants présents. On comprend aussi que ces contradictions ne le chagrinent pas trop, qui lui permettent d'apparaître personnellement, et plus que jamais, comme le ciment de l'unité du parti, le seul véritable leader d'unanimité, l'homme décidément dont la gauche tout entière a besoin...

Lucien Saintonge ■

Michel Rocard et la crise

A propos de « Propositions pour sortir de la crise »

Michel Rocard décidément fait beaucoup parler de lui. Vient de paraître un petit livre « Propositions pour sortir de la crise » sous sa signature (en gros) et celle (en tout petit) de la soi-disant « commission économique du PSU » destinée à raffermir « l'image de marque » (de mauvais esprits diraient « l'image d'Enarque ») (du petit groupe d'ex-PSU, qui sous le nom de « Courant des assises » vont rejoindre bientôt la vieille maison du PS (François Mitterrand a parlé dimanche dernier, de ce groupe comme d'une « pincée de sang nouveau »).

La grandiloquence, le langage technocratique, la « compétence » (parfois agrémentés d'une once de vernis marxiste) rappellent parfois cruellement le style et la langue des personnages du roman de R.V. Pilhes « l'Imprécauteur ».

Derrière le style et le vocabulaire, se profile assez nettement un certain projet politique. C'est à ce projet et à la démarche utilisée, que s'intéresse ci-dessous l'un des collaborateurs de la rédaction de TS. Il ne s'agit ici que d'une première réaction « à chaud ». Nos camarades de la commission économique préparent une étude critique d'ensemble.

Nous analyserons dans cet article les deux premiers chapitres de ce livre, consacrés l'un à l'énergie, le second à la planification.

Quelles sources d'énergie ?

L'énergie nucléaire constitue la seule relève possible du pétrole : elle sera moins chère à terme et surtout, il faut être partisan d'une centralisation de la production d'énergie : « la décision de production d'énergie doit se prendre en tenant compte de la nature des techniques de production. Si ces techniques conduisent à la centralisation des décisions de production, le problème de l'autogestion est alors le contrôle collectif de ces décisions centralisées ». Ainsi, c'est la « technique de production » qui commande les choix, y compris dans la perspective d'une transformation socialiste de la société. Mais la technique de fabrication de l'électricité n'impose pas en elle-même de centralisation. En réalité, c'est le transport de cette électricité, sa destination (en grande partie industrielle) et les choix politiques liés au mode de production capitaliste, qui ont centralisé la fabrication et la distribution d'électricité. Que cette centralisation soit adaptée aux centres urbains et aux grands immeubles collectifs, cela ne fait aucun doute ; mais rejeter d'un trait de plume les solutions décentralisées (énergie solaire, éolienne etc.) permettant de tisser entre plusieurs foyers ruraux ou dans de petits immeubles collectifs des liens communautaires, voilà qui témoigne d'une froideur de calcul propre au technocrate imbu de sa science. Ironisant sur le prix d'une éolienne fabriquant 2 000 kWh en un an, notre technocrate ne s'est pas penché sur les « techniques de production » des éoliennes ni sur les conditions politiques qui font qu'aujourd'hui aucune société sérieuse n'est prête à en fabriquer à des coûts avantageux.

Comment sortir de la crise pétrolière ?

La droite « laisse croire à l'opinion que le nucléaire n'est pas la pièce maîtresse pour une longue période et qu'il y aurait des solutions de rechange » ! mais on avait pris soin de préciser quelques pages auparavant qu'il reste, « et c'est bien sûr l'essentiel, à poursuivre les recherches permettant d'accroître la sécurité de son emploi et de limiter son influence sur la dégradation de l'environnement. »

Donc, la pièce maîtresse qui nous est proposée, c'est le nucléaire plus une lutte contre les gaspillages dans la consommation d'énergie et un « modèle de développement assurant une utilisation plus communautaire des biens rares... » Il n'y a, bien sûr, aucun détail sur ce « modèle de développement ».

Aucune analyse ne figure non plus sur la consommation parasitaire d'électricité (publicité, grands magasins), aucune allusion n'est faite à l'utilisation de l'électricité dans un certain type d'urbanisme directement lié au mode de production capitaliste. Quant à l'énergie pétrolière dépensée dans les casernes et les centres militaires, il n'en est pas fait mention !

En ce qui concerne le problème de l'automobile, on présente, en quelques mots, la nécessité d'une politique de priorité aux transports en commun, mais sans relier cette politique à celle de l'urbanisme, du logement, du temps de travail.

En réalité, tout ce chapitre consacré aux problèmes énergétiques constitue une apologie sans réserve d'EDF. Il est vrai qu'il se termine, non sans humour, par les trois lignes d'incantation suivantes : « ces objectifs pour la France ne peuvent par nature être pris en compte par le pouvoir actuel. Ils sont ceux du socialisme autogestionnaire ».

Puisqu'on vous le dit, qu'on est autogestionnaire !

La planification française est en crise

Cette crise date surtout du VIème Plan : notre planificateur en herbe a sans doute des raisons de penser que la planification d'avant, c'était sérieux.

L'auteur de ce chapitre, constatant l'aggravation des conflits de classe depuis mai-68 en déduit « l'impossibilité d'un consensus général sur des objectifs économiques et sociaux à moyen terme conduit à éloigner les commissions du processus décisionnel lié à l'élaboration de plan ». Cette phrase, un peu obscure dans sa formulation, ne semble-t-elle pas indiquer que cette absence de consensus (entre Etat, patrons et syndicats) est regrettable ? La planification future, celle d'un gouvernement de gauche, aboutira sans doute à ce « consensus ». Et vive la collaboration des classes, dans la perspective, bien sûr, du socialisme autogestionnaire !

Après avoir (involontairement ?) indiqué que le VIème Plan et le VIIème (en cours de lancement) dérapaient considérablement par rapport à ceux qui les précédaient, et constaté que « aujourd'hui le Plan est d'abord la chambre d'enregistrement des perspectives et des revendications du patronat », le terrain est déblayé pour réutiliser au profit de la gauche ce cadre idéal qu'est l'institution française de la planification. Le caractère de classe de cette institution est à peine mis en cause, sauf dans les passages où l'on parle de son rôle idéologique (depuis le VIème Plan seulement !). Mais voyons ce que doit faire un gouvernement de gauche.

La « planification de gauche »

Va-t-on imposer aux sociétés un contrôle de leur production en fonction des besoins de la collectivité ? Ces besoins seront-ils dé-

finis à la base ? Vous n'y êtes pas ! Les vrais problèmes sont les suivants : mettre les vrais problèmes au centre des débats du Plan, démocratiser le processus de planification, redéfinir les rapports entre le Plan et les entreprises. Dans le premier point figurent, énoncées en quelques lignes, des questions importantes telles que la consommation, la répartition des types de marchandises, la durée et les conditions de travail, celles du cadre de vie, de la santé, des rapports avec les pays en voie de développement. Tout cela est fort intéressant et nul doute que ces questions fondamentales seront débattues à la commission nationale du Plan et dans les commissions régionales. Mais qui et quoi donnera à ces instances d'Etat un pouvoir réel de décision ? Le seul domaine où une action est possible est celui du budget, mais on verra plus loin les limites des propositions à ce sujet. La démocratisation qui nous est proposée, dans un organisme essentiellement consultatif, ne va évidemment pas au-delà d'une triologie Etat-patrons-syndicats (et, au niveau de l'entreprise, d'un « renforcement des compétences concrètes des Comités d'entreprise en matière économique » sans que cela soit davantage développé).

Le contrôle des travailleurs se fera également (toujours par le truchement des Comités d'entreprise) au niveau de la discussion des perspectives de production, d'emploi et des conditions de travail, dans chaque entreprise. Un petit peu de cogestion à l'allemande, ça ne fait pas de mal.

En résumé, on peut dire que le chapitre sur la planification (de gauche et « à la française ») est un monument de fidélité aux règles de la planification capitaliste instaurée il y a 25 ans, avec un replâtrage ici et là par des phrases de gauche. On ne remet surtout pas en cause les rapports de production capitalistes. L'Etat, ses organismes de planification, sont considérés comme des instruments purement techniques.

Jean Verger □

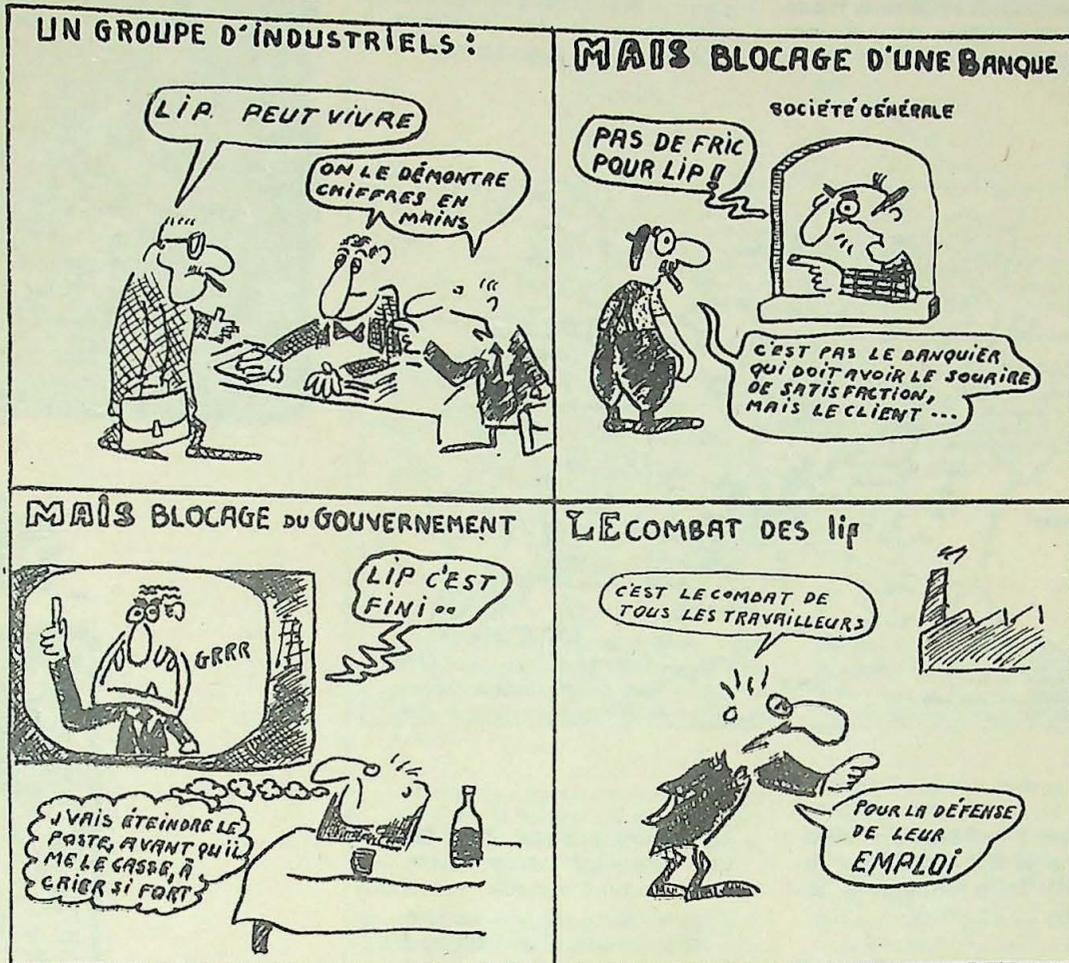
mise au point

La couverture du livre « Comment sortir de la crise » précise « que l'ouvrage a été rédigé par la Commission économique du PSU ». En tant qu'ancien responsable national de cette commission, je tiens simplement à préciser que le PSU ne saurait en aucune façon être engagé par cette publication, dont il n'a jamais été informé. Je précise à ce sujet que tous les documents établis par la commission ont « disparu » dès le lendemain du Conseil national d'Orléans. Au-delà du problème juridique que peut poser l'utilisation d'un sigle par quelques membres d'une commission, démissionnaires du parti de surcroît, on appréciera la valeur politique d'un tel comportement...

André BARJONET □

Lip

C'EST GAGNÉ !



L'objectif présent dans l'esprit de chaque travailleur, ça ne suffit pas. Il est nécessaire de bâtir une stratégie adaptée à la situation réelle et, dans ce cadre, une tactique liée au rapport de force à chaque instant et à la dynamique qu'on veut (ou qu'on peut) lui imprimer. Dans la lutte de classe, chaque faux-pas compte et oblige à des reculs. Chez Lip, une lutte frontale n'était pas concevable entre mars et aujourd'hui ; le choix s'est fait pour une guérilla qui permettait de stabiliser les succès partiels acquis pour remplir finalement l'objectif fixé.

Unité ouvrière, unité populaire

La bataille pour l'emploi dans l'entreprise a été l'axe principal. Il y avait un choix à faire, des priorités à établir. Priorité ne signifie pas abandonner les autres terrains ; à preuve, l'obtention de la 5e semaine de congés payés, une prime annuelle de 1 500 F.

Aujourd'hui une bataille est (presque) terminée, mais de nouveaux problèmes se posent qu'il va falloir saisir à bras le corps : les conditions de travail dans certains ateliers (aux boîtiers par exemple) et surtout les tentatives de la direction pour reprendre les acquis des luttes, contrôle et démocratie ouvrière, à son profit, pour intégrer les travailleurs à ses projets industriels et politiques.

Allons, Lip, décidément, ce n'est pas fini ! Pour les batailles à venir, nous avons toujours nos armes : la stratégie de contrôle ouvrier, la démocratie ouvrière, l'unité ouvrière et l'unité populaire autour de la classe ouvrière.

Groupe PSU de LIP

Tout le monde le sait : mercredi 4 décembre, les travailleurs de Lip ont obtenu définitivement, du moins on l'espère, satisfaction pour ce qui est de l'emploi.

4 décembre : la conclusion d'une longue bataille

Sur les 830 bénéficiaires de l'accord de Dôle, 670 étaient à cette date employés dans l'entreprise. Cent autres devaient y rentrer petit à petit jusqu'en mars ; il restait 21 travailleurs « sans affectation » sur lesquels pesaient des menaces soit de non-réembauche, soit de déclassement. C'est leur emploi qui a été réglé par l'accord suivant — toutefois, pour l'instant, toutes les modalités d'application ne sont pas encore fixées :

— garantie d'embauche pour les 21 d'ici au 31 mars, embauche sans déclassement de salaire ou de classification, même si le poste de travail réel à l'embauche n'y correspond pas.

— garantie qu'au 1er octobre 1975 au plus tard, les 21 retrouveront un poste de même qualification que celui qu'ils occupaient dans l'ancienne société Lip.

— maintien intégral du salaire jusqu'à la réembauche.

Cette victoire fait suite à une pression constante, ces dernières semaines, sous des formes diversi-

fiées (affichage sauvage, réponse du tac au tac à toute initiative de la direction, discussion menée dans les ateliers). Mais elle n'a été obtenue, en fin de compte, que devant la menace d'un débrayage total des travailleurs dans l'entreprise.

Une stratégie pour la victoire

En fait la victoire est l'aboutissement d'un long processus qui a commencé dès l'application des premières mesures de l'accord de Dôle. Car, après 11 mois de lutte, (avril 1973-mars 1974), rien n'était gagné d'avance :

— dès avril, Neuschwander annonçait que 700 travailleurs (au lieu de 830) seraient réembauchés.

— en juin /juillet, on propose aux travailleurs, directement et indirectement, des reclassements extérieurs ; la direction manœuvre en garantissant fermement, pour le 31 décembre 1974, l'emploi de tous, sauf de 130 travailleurs. 830 moins 700, faites le calcul.

— à l'automne, à force d'actions ponctuelles relançant l'agitation dans l'entreprise, et revivifiant l'unité des travailleurs, à force de propositions concrètes de réembauche, (tel poste pour telle personne), les travailleurs arrivent à l'embauche, ou à sa garantie, pour plus de 100 personnes sur les 130 restantes, sans déclassement, malgré les tentatives de la direction.

Après les accords de Dôle, la lutte des Lip était entrée dans une nouvelle phase, difficile. Il fallait arriver à l'objectif, l'emploi de tous dans l'usine, et donc prendre en compte tous les éléments d'un rapport de force :

— l'évolution politique générale (poussée électorale de la gauche) et le développement accéléré de la crise sur tous les terrains.

— l'opération Lip, menée par Neuschwander dans les perspectives tracées par Riboud (BSN), Gillet (RPT), Bidegain et compagnie. Elle est, en même temps qu'une opération industrielle, une opération politique menée par une fraction « moderniste » du patronat. C'est là que se situe la contradiction interne au patronat : Lip, le point faible. Il fallait tirer sur la corde assez fort, mais pas trop. Parce qu'à l'autre bout, ils seraient obligés de lâcher du mou pour mener leur volonté à terme : il faut une bonne « ambiance » pour la « polyvalence des OS », pour « l'organisation à la base de débats pour mieux organiser le travail dans les ateliers » (Neuschwander : *Le Monde* du 8/9-12-74).

— il fallait ne pas oublier que la vraie garantie de victoire se trouve dans l'unité vivante du personnel, refuser le découragement, maintenir les liens entre ceux du dedans et du dehors, tenir compte pour les actions à entreprendre des différences de réaction et de sensibilité entre ceux qui attendent, en « formation », et ceux qui sont dans l'usine.

DÉCOUVERTE ET CULTURE Loisirs
325.00.09 - 633.77.78

PROPOSE POUR NOËL

10 jours de ski

du 22.12 au 2.1.75
au MORILLON (SAMOENS)
(chambres de 4 à 6 lits)

Pension complète

589 F

D'autres séjours sont prévus en février et à Pâques.

Bon à découper et à retourner à D.C.L.
94 rue N.D. des Champs - PARIS 6ème

Nom Prénom
Adresse

De même que pour les Anglais du XIX^{ème} siècle, « les nègres commencent à Calais », nombre de Français semblent considérer que les Belges commencent au Nord de Paris à Chantilly. Pourtant la Picardie existe, le PSU va y aller pour son prochain Congrès. La fédération de la Somme, qui l'a organisé en un temps record, méritait d'être un peu mieux connue.

Amiens, c'est d'abord la capitale régionale de la région Picardie qui regroupe la Somme, l'Aisne et l'Oise. Là, l'exploitation capitaliste, déjà ancienne, n'a pas réussi, comme plus au nord, à écraser complètement la nature. La prédominance d'une agriculture riche et concentrée (fermes de 150 à 400 hectares) sur des industries de transformation, textile, pneu, électroménager, surtout constituées d'entreprises de taille petite ou moyenne, sculpte un aspect original à la lutte de classe.

Amiens où se tint en 1906 le congrès historique de la CGT syndicaliste-révolutionnaire a une tradition ouvrière qui a débouché depuis quelques années sur une reconnaissance du fait syndical dans les entreprises, et la victoire d'une liste d'union PC-PS (à majorité communiste) aux dernières élections municipales.

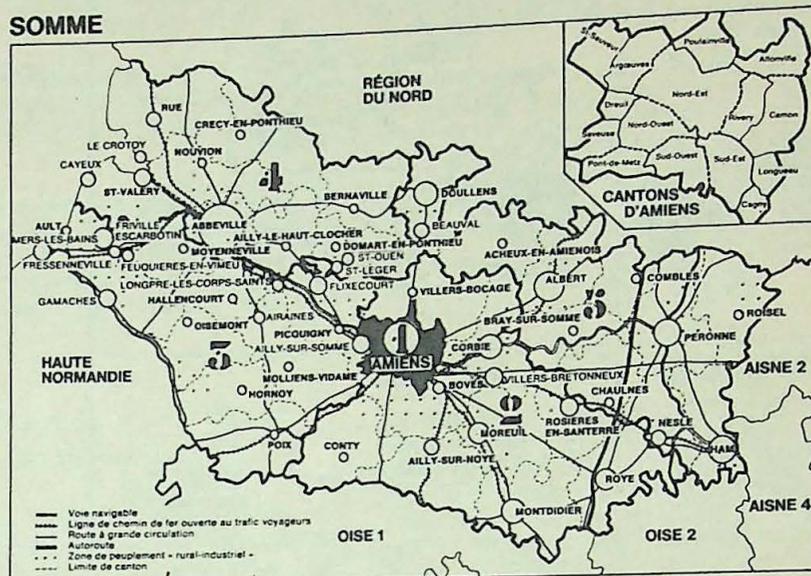
C'est dans ce cadre que travaille la section d'Amiens, qui a su s'imposer comme composante autonome mais reconnue du mouvement ouvrier amiennois. C'est d'abord ce qui frappe dans les conversations avec les camarades de la fédération de la Somme. Des rapports amicaux avec le PC, la possibilité d'expression dans la presse locale (**le Courrier Picard**), la présence naturelle dans tous les combats, mais aussi le poids électoral : ainsi Montdidier (15 000 habitants) où le maire PSU a éliminé la liste de droite sortante. Tout cela est le résultat d'un patient travail et donne la mesure des possibilités encore trop peu exploitées.

des campagnes décisives

A peu près tout ce qui se fait en matière de lutte hors de la production s'est organisé à partir de l'action des militants PSU ou de la large frange de ses sympathisants. Ainsi, le CLAM (Comité de liaison anti-militariste) a-t-il été fondé sur la base d'une double lutte. L'une concernait un objet de conscience inculpé pour son refus de servir l'armée, et a abouti, fait rarissime, à une peine assortie du sursis. La seconde, qui se déroulait à peu près en même temps, a permis de libérer un soldat emprisonné pour avoir osé rappeler à un supérieur le règlement intérieur de l'armée. La victoire fut encore plus complète puisqu'après quinze jours d'emprisonnement, le bidasse qui était arrivé à la fin de son temps normal de service fut rendu à la vie civile. Ce furent plus de 300 personnes

qui s'associèrent activement à cette action. L'abominable massacre de Chezy où sept soldats du contingent furent broyés par la stupidité militaire et par train interposé, imposa la poursuite de l'action dans la mesure où nombreux étaient parmi eux des jeunes d'Amiens. A l'heure actuelle l'action se poursuit, avec en particulier la rédaction d'un tract et

1968 un Comité d'action santé particulièrement actif. Par exemple un tract mettant en parallèle les avantages respectifs, pour le pharmacien et pour les malades, de la vente des médicaments (le malade : « quand j'avale X j'attrape des boutons », le pharmacien : « moi c'est une résidence secondaire ! ») fut distribué à plus de 20 000 exemplaires. Ainsi



sa diffusion à l'adresse des appelés du 51^{ème} R.I. invités par Lelong à aller faire fonctionner les centres de tri en grève.

Dans cette affaire, dans cette lutte, comme dans l'ensemble des autres, le PC et le PS pourtant dominants dans la ville se sont donnés comme rôle celui du muet du sérail. S'ils n'ont attaqué en aucune manière le travail de nos camarades sollicités d'y prendre part, le PC s'est refusé en protestant que l'affaire étant en cours il ne pouvait s'y associer...

des hlm exemplaires

D'un tout autre type mais allant dans le sens du contrôle populaire fut la lutte menée dans la cité des HLM bâtie par la Chambre de commerce à Etouvie. Partant d'une association de locataires, et associant l'ensemble de la population à sa lutte contre les charges excessives ou les conditions douteuses qui pesaient sur les habitants, la lutte a abouti à des accords de gestion paritaire qui sont un prototype de ce que pourrait être l'organisation collective des habitants d'une cité. Certes, la Chambre de commerce a tenté à plusieurs reprises de remettre l'accord en question, mais la démonstration a été faite que même sur le logement une pratique collective de lutte populaire pouvait aboutir à des résultats concrets.

Mais à Amiens il ne se passe pas que ça. Ainsi, en trois projections, 2 000 amiennoises et amiennois ont pu voir à l'époque de son interdiction le film **Histoire d'A**. C'est que s'est constitué depuis

également lors de l'affaire Durcin (un travailleur abusivement interné comme malade mental sur dénonciation de son ex-femme), l'organisation d'un Comité d'habitants avec le soutien de la municipalité a permis le règlement satisfaisant de cet abus de pouvoir.

mille personnes dans la rue contre le racisme

La Picardie est un terrain favorable à l'immigration. Portugais, Cap-Verdiens, Mahgrébins, forment l'essentiel de cette main-d'œuvre que, là comme ailleurs, les patrons ont tendance à considérer comme des esclaves. Si l'on ajoute la présence d'une cité de harkis, tenue en main par un ancien militaire confondant la vie civile et le service armé, on voit que les problèmes ne manquent pas. Une première escarmouche sur le non-renouvellement de la carte de travail d'un immigré habitant la région depuis des années dura deux mois et demi et a été l'occasion d'une manifestation regroupant un millier de personnes. Ce qui pour Amiens est tout à fait exceptionnel. Depuis s'est formée l'ASTI 80 (Association de soutien aux travailleurs immigrés) qui fait un travail d'alphabétisation à large échelle et intervient avec une vigilance permanente pour éviter le renouvellement de telles situations.

ch'lafleur

Pour toutes ces luttes, nos camarades pouvaient compter sur

avant le congrès

Une fédération
du
au
la

ch'la



un mensuel, du type de **Klappers-wei 68** à Mulhouse. **Ch'Lafleur**, du nom d'un personnage du folklore populaire picard, rédigé pour partie en dialecte picard, s'attaquait à tous les problèmes de l'économie régionale, à l'avortement, à l'écologie, à la répression dans l'armée. Il a permis d'exprimer les aspirations de toute cette frange de la gauche étudiante et ouvrière qui ne se reconnaît pas dans les appareils traditionnels du mouvement ouvrier. Hélas, **Ch'Lafleur** est mort. Tué par les procès et étranglé financièrement. Nos camarades songent à le remplacer dans un avenir proche.

forces et faiblesses de la fédération

La force de la fédération PSU de la Somme c'est, on vient de le voir, la présence constante dans les luttes. Présence renforcée par la constitution de trois groupes d'entreprises : un groupe textile, opérant sur les terres des Dalton du Nord, les célèbres frères Willot qui, partis de la bande Velpeau, ont réussi à constituer un véritable empire du textile. Un groupe CEMA (Construction électrique et mécanique amiénoise, 1060 sala-

d'Amiens

l'ère
PSU
travail :
comme

leur.



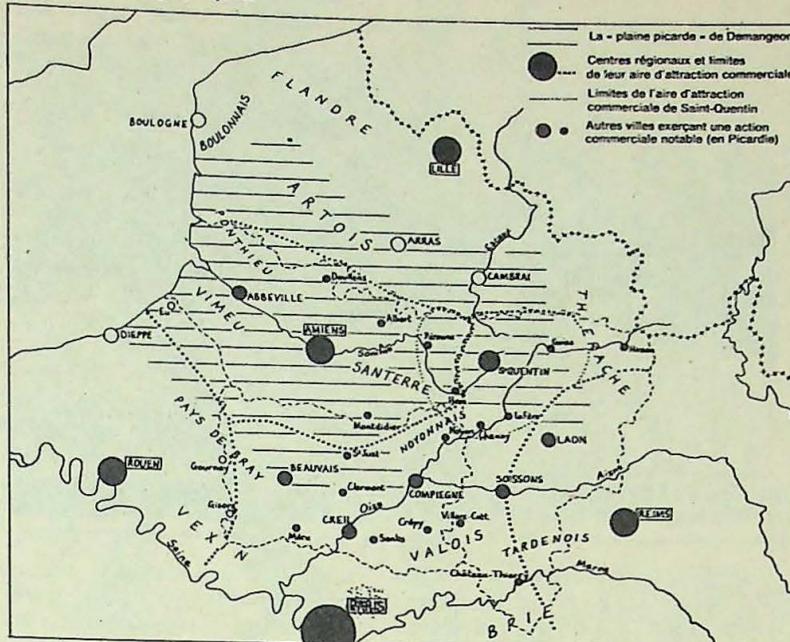
riés) dépendant de la multinationale Philips. Un groupe Dunlop-Goodyear (respectivement 1 140 et 1 420 salariés), qui fabrique des pneumatiques l'un pour une firme anglaise, l'autre pour une firme américaine. Ces trois groupes d'entreprises ont d'ailleurs récemment pu faire le point de leur lutte au cours d'un meeting avec Charles Piaget qui a réuni 400 personnes, ouvriers syndiqués pour la plupart. La priorité donnée à ce secteur ne peut toutefois faire oublier que c'est politiquement qu'il faut capitaliser les luttes menées depuis des années. A cet égard, la disproportion entre le poids relativement important du PSU et le nombre de ses militants « encartés » reste bien sûr un problème. L'autre point noir est la faiblesse de l'implantation paysanne, alors même que nous comptons nombre de sympathisants dans les villages et exploitations agricoles de la région.

De tout cela nos camarades sont conscients, de leurs possibilités comme de leurs faiblesses, de ce qui est positif comme de ce qui reste à faire. Ils attendent du congrès qui se tient chez eux, qu'il les aide dans la poursuite de leur lutte. C'est tout le mal que nous leur souhaitons... et à nous aussi !

Jacques Thibault □

Sur la Picardie

Délimitations géographiques.



L'agriculture picarde présente cette caractéristique d'être, non pas la plus nombreuse en hommes — il s'en faut — mais, sans aucun doute, la plus riche de France...

Riche, l'agriculture picarde l'est en raison de la fertilité de son sol, mais aussi parce qu'elle a su sans cesse s'adapter et se moderniser.

A ce jour, par exemple, près de 60% de la surface agricole utile de la Picardie a été remembrée, alors que la moyenne française n'est que de 23%. Autre exemple : la Picardie est la troisième région de France (après la région parisienne et le Nord) pour la consommation d'engrais par hectare.

(...) 45% de la population active picarde travaille dans l'industrie, 45,5% de cette même population est composée d'ouvriers : voilà qui ne correspond pas très bien à l'image que l'on se fait habituellement de notre région.

Si l'on compare ces chiffres aux moyennes françaises équivalentes — respectivement 39% et 38% — l'éton-

nement se mue en perplexité : non seulement la Picardie n'est pas plus paysanne que la France en général, mais encore elle est nettement plus ouvrière ! (...)

Pour l'historien ou le géographe, cependant, cela n'a rien de surprenant ; depuis des siècles, la Picardie est réputée pour ses industries : textiles à Amiens et Abbeville, métallurgie dans la Thiérache et le Vimeu, verre à Saint-Gobain dans l'Aisne, travail de l'os et de la nacre dans l'Oise et ainsi de suite (...).

En fait, avec le recul de l'histoire, on s'apercevra que le renouveau industriel

de la Picardie après 1955, beaucoup plus que le résultat d'une décentralisation restée modeste, est un effet de la poussée d'industrialisation qui est alors un phénomène non seulement européen, mais mondial ; et, plus précisément, que ce renouveau doit beaucoup à deux très grandes puissances : l'industrie automobile et les capitaux américains (...).

Toutefois, il reste à faire état d'un phénomène très important, que les communiqués de victoire relatifs à l'accroissement brut du nombre des emplois ont longtemps relégué au second plan : l'industrie picarde, est, dans sa majorité — et notamment dans ses éléments les plus récemment installés — une industrie à base de main-d'œuvre peu ou non qualifiée. Les usines sont, pour une grande part, de simples ateliers de production attirés à l'origine dans la région par des salaires relativement bas. Les cadres sont peu nombreux.

La preuve en est administrée aujourd'hui, en quelque sorte a contrario, de la façon suivante :

— les salaires ayant augmenté, le nombre des emplois nouveaux créés est moins important que dans le passé ;

— les entreprises qui veulent décentraliser non seulement leur production mais aussi leur matière grise, leurs cadres, se dirigent vers d'autres régions — qui leur paraissent plus attrayantes, sans doute.

Extrait du très utile Guide politique de Picardie, de Michèle et Jean Sellier, aux Editions Tema.

Lisez le dernier numéro du **Courrier des Entreprises** avec au sommaire :

- 1) contre le chômage, quelle garantie ?
- 2) Houillères de Lorraine : rien n'est réglé
- 3) où va la CFTD ?
- 4) union CGT-CFTD ; les impasses du réformisme
- 5) réponse à Georges Sarre

Abonnez-vous ou retirez le à la librairie de TS

P.S.U. — Documentation

Numéros disponibles :

N° 22 - 23	Sur le mouvement politique de masse	2.00
N° 24 - 25	La police dans la lutte des classes	2.00
N° 26	Rosa Luxemb.	1.00
N° 27 - 28	La crise du système monétaire international	2.00
N° 42.43.44	Le mouvement	

révolutionnaire et l'Université	3.00
N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile	1.50
N° 51 Le recrutement	1.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école	3.00
N° 62.63.64 Le Capitalisme et la Fiscalité	4.00

N° 65 - 66	Matérialisme Dialectique et Matérialisme Historique	2.50
N° 67.68.69	Capitalisme et Consommation	4.00

Abonnement : 20 N° F 30.00
A adresser à :
Editions Syros
9 Rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris

Dossiers de formation

N° 5	Les stratégies du Mouvement Ouvrier		N° 7	Lutte, Contrôle et Auto-gestion, les réponses du P.S.U.	
N° 6	Vie, animation et structures du P.S.U.				

La série des 3 N° : F 8.00
Commande et règlement à adresser à : Edition Syros

Dassault peut et doit payer

C'est ce slogan qui est prononcé dans les manifestations qui se déroulent maintenant depuis plus de 15 jours dans toutes les usines du trust : Argenteuil Boulogne - Saint-Cloud - Bordeaux - Biarritz - Toulouse - Annecy.

Comment en est-on arrivé là, se demandent les journalistes ? Dassault était pourtant un patron libéral : pas de problème d'emploi, une réputation de bons salaires et d'avantages sociaux.

Tout simplement, depuis 4 ans il n'y a plus que des simulacres de négociations avec les syndicats. Parce que Dassault a d'autres préoccupations que les problèmes des travailleurs : amasser de plus en plus de fric ; pour cela augmenter le moins possible les salaires ; garder la semaine de travail la plus longue de l'aéronautique et forcer au maximum sur les cadences.

Après la journée de grève nationale très bien suivie dans le trust, les travailleurs d'Argenteuil décident l'occupation de l'usine. Le 24, la direction conteste cette occupation et convoque tout le personnel y compris directeurs et chefs du personnel. Nouveau vote à main levée sur 1 500 ; 1 100 pour l'occupation, 300 pour la grève, 100 contre. L'usine est occupée, les drapeaux rouges sont hissés sur les grilles.



La direction essaie avec la C.F.T. et la C.G.C. de monter un comité pour la « liberté du travail », refrain connu. C'est un lamentable échec : 40 personnes font semblant de défilé.

Détail amusant, n'est-ce pas Bergeron, le lendemain ce groupe forme une section F.O. ! Oh, camarades du P.S. surveillez !

2ème épisode : - les délégués C.G.T. (seule organisation représentative dans l'entreprise) sont traduits devant les tribunaux. Le juge tranche et demande l'évacuation de l'usine. Toujours cette justice au service des patrons. Les C.R.S. rodent aussi dans le coin.

Le mardi 3 décembre, riposte immédiate des syndicats : manifestation des 4 usines Région Parisienne à l'usine d'Argenteuil et à la sous-préfecture. Une ambiance et une combativité terribles qui soudent tous les travailleurs dans la lutte.

Dans les autres usines on ne reste pas inactifs même si la riposte a été un peu longue à venir : assemblées générales des travailleurs ; propositions d'actions faites par la C.G.T. et la C.F.D.T., discussions animées et vote de l'assemblée. Dans certaines usines, grève avec piquet, défilé dans les ateliers et les bureaux. Si la direction comptait isoler les travailleurs d'Argenteuil, elle a

échoué lamentablement. Vendredi dernier, après avoir menacé de faire intervenir les C.R.S., la direction, devant l'ampleur du mouvement a été obligée d'entamer les premières négociations sur :

- augmentation minimum de 200 F
- échelle mobile
- révision des classifications dans les usines de production
- les 40 heures.

Dassault ne s'en sortira pas cette fois-ci en changeant le nom d'O.S. en Agent Spécialisé et les P1, P2, etc... en agents de fabrication.

Cette lutte rappelle celle des travailleurs de Bordeaux en 1967. La direction malgré toutes ces manœuvres a dû céder sur ce qui est important pour les travailleurs. La décision leur appartient à partir des propositions des organisations syndicales. En cas d'intervention des flics, les travailleurs de toutes les usines ont décidé de se mettre en grève totale.

Décidément, il y a quelque chose de changé dans le comportement des travailleurs et c'est un bon signe pour l'avenir.

16 organisations dénoncent la CFT

Depuis que la crise économique sevit dans de nombreuses usines et particulièrement dans des secteurs de l'automobile, une inquiétante recrudescence des agissements de la C.F.T., fomentés par le patronat, inquiète les travailleurs.

Tout doit être mis en œuvre pour dénoncer le caractère fasciste de cette organisation. Pour cela, 16 organisations syndicales, politiques et juridiques de gauche — dont le PSU —, soucieuses des libertés collectives et individuelles des travailleurs, se sont adressées aux ministres du Travail et de la Justice afin d'obtenir l'élimination comme syndicat d'une telle organisation.

Elles se sont adressées à l'ensemble de la presse nationale, mais aussi à l'opinion publique dans les termes suivants.

Les organisations signataires de la présente déclaration se sont rencontrées en vue d'examiner les problèmes posés par les violations de la législation sociale, les atteintes aux libertés individuelles et syndicales et l'utilisation de diverses méthodes coercitives et violentes par la direction de Simca-Chrysler à Poissy. Celle-ci empêche ainsi l'activité normale des organisations syndicales représentatives telles que la C.G.T. et la C.F.D.T. et paralyse la libre expression individuelle et collective des travailleurs.

Cette direction a suscité un pseudo-syndicat dénommé C.F.T. Des hommes de main de la C.F.T. organisés en commandos, agressent des travailleurs et des militants ouvriers de l'entreprise à l'intérieur et à l'extérieur.

Tout est mis en œuvre à chaque élection professionnelle pour que celle-ci se déroule dans un climat de crainte et de fraude faussant ainsi les résultats.

La prolifération de ces actes à un moment où la crise se développe dans l'automobile n'est pas due au hasard. Il s'agit pour leurs auteurs d'entraver la lutte des travailleurs pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

La direction de Simca-Chrysler licencie des travailleurs qui ont témoigné — à la demande de la C.G.T. — devant le Tribunal d'Instance de Poissy lors du procès en annulation des récentes élections professionnelles. Au cours de ce procès, tant la salle d'audience que ses abords ont été systématiquement investis par plusieurs centaines d'hommes empêchant une véritable publicité sur les débats et faisant pression sur la décision des « débats ».

Tous ces faits soulignent la volonté de cette direction de venir en aide à la C.F.T.

Enfin, les signataires s'étonnent que les nombreuses plaintes déposées à la suite d'agressions commises contre des travailleurs et des militants syndicaux par les hommes de la C.F.T. — organisés en formation para-militaire — à l'intérieur de l'usine n'aient jamais eu de suite.

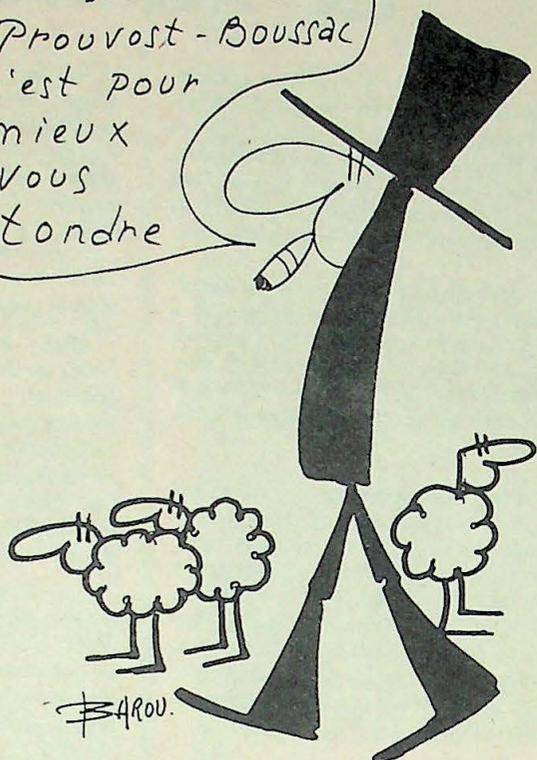
D'autres faits aussi peuvent être dénoncés dans d'autres entreprises. On n'y retrouve la même complicité entre direction et C.F.T.

Condamnant de telles atteintes aux libertés syndicales et individuelles, les organisations soussignées assurent de toute leur solidarité les travailleurs et les représentants syndicaux qui agissent courageusement face à une telle situation.

Elles viennent de s'adresser aux ministres du Travail et de la Justice et demandent audience dans les plus brefs délais.

C.G.T. - C.F.D.T. - P.C.F. - PS. - Radicaux de Gauche - PSU - Ligue des Droits de l'Homme - Syndicat de la Magistrature - Syndicat des Avocats de France - Association des Juristes Démocrates - Mouvement d'action judiciaire - JOC - U.C.F. - U.C. - U.S. - Jeunes Radicaux.

(l'association
Prouvost-Boussac)
c'est pour
mieux
vous
tondre



Oudin solidarité

A Chasseneuil-du-Poitou, sur la zone industrielle de Poitiers, les travailleurs de chez OUDIN occupent leur usine depuis le lundi 14 octobre. Comment en sont-ils arrivés là ?

Au début octobre on apprenait que des tractations financières avaient permis à la société BRAUD et FAUCHEUX d'acquérir la majorité des actions. Peu après des bruits circulaient comme quoi OUDIN se trouvait en difficulté. Au cours de la semaine du 6 au 13 octobre les plans des appareils en fabrication (machines de chantier) quittaient Poitiers pour une usine du groupe BRAUD et FAUCHEUX à Ancenis. (Vous vous souvenez de RATEAU !...). Lundi 14 octobre, 2 syndicats étaient désignés par le tribunal de commerce pour liquider l'affaire.

Aussitôt diverses démarches ont été entreprises, aussi bien de la part des partis de gauche (P.C.F., P.S., P.S.U.) que des syndicats pour empêcher la liquidation : délégations auprès du préfet, dépôts de contre-propositions, démarches auprès des syndicats... aucune réponse positive n'a été apportée par les pouvoirs publics et le patronat bien que l'usine actuellement soit viable compte tenu de son carnet de commande et du fait que la production d'Oudin soit à 80 % destinée à l'exportation.

Le comité de défense de l'emploi de la Vienne (P.C., P.S., PSU,

CGT, CFDT, FEN) a pris en charge avec les gars d'Oudin une partie de la popularisation de la lutte. Les partis de gauche faisant individuellement de même. Ainsi le dimanche 10 novembre a été organisée une journée porte-ouverte chez Oudin, avec des jeux, des tombolas... Il faut noter que tous les lots ont été donnés aux grévistes par les commerçants de la région.

Depuis c'est le calme plat ! On parle d'une hypothétique reprise de l'affaire par un industriel, mais de seulement 80 ouvriers sur les 240 que comptait l'entreprise au 1er octobre. Aujourd'hui le tribunal de commerce refuse de payer les préavis de licenciement des ouvriers qui occupent l'usine (170) considérant qu'il n'y a pas lock-out mais grève.

La situation de l'emploi devient dramatique dans la Vienne ; après Nadal, la S.A.C., Mescle c'est au tour de Schlumberger d'annoncer 100 licenciements pour la fin de l'année. Oudin est un verrou : s'il craque, c'est la porte ouverte au chômage et à la diminution du pouvoir d'achat pour tous les travailleurs de la Vienne. Soutenez les travailleurs d'Oudin, envoyez vos chèques à l'Union locale C.G.T., rue Arsène-Orillard 86000 - Poitiers libellés au nom de Jean-Pierre Desport, mention Oudin.

Fédération PSU de la Vienne

Rhône-Poulenc : il n'y a pas de petits profits

Les travailleurs de Rhône-Poulenc, chimie et textile, ont débrayé et manifesté massivement le 28 novembre dernier à Lyon. Le groupe Rhône-Poulenc n° 1 du textile et de la chimie emploie 25 000 salariés dans la région Rhône-Alpes.

Mesures de chômage mais profits en hausse

Au Comité central d'entreprise du 7 novembre dernier la direction de Rhône-Poulenc Textile (R.P.T.) annonçait toute une série de licenciements : 950 à 1 000 licenciements sans indemnité d'ici fin novembre, 800 mises à la préretraite d'ici le 1er avril 1975 et près de 10 000 chômeurs techniques entre les 16 décembre 1974 et le 12 janvier 1975. Cette mise au chômage technique ampute de 200 à 750 F net les rémunérations par le jeu des récupérations et la perte de jours de repos et de congés : dans beaucoup d'usines de R.P.T., on pratique le travail posté. Les affaires de Rhône-Poulenc vont-elles si mal que ça ?

Non, tout va bien... M. R. Gillet PDG de Rhône-Poulenc annonce que le total des ventes pour le 1er semestre de l'année a progressé de près de 50 % (10,8 milliards de F) et les profits de 6 % par rapport à 1973. Dans le textile la progression du chiffre d'affaire est de 37 % sur 1973. Des progrès importants en somme ! 1974 sera une bonne année pour les patrons. Mais alors pourquoi les licenciements, le chômage ?

Mévente ou spéculation ?

Selon la direction de R.P.T., le niveau des ventes serait largement

inférieur aux prévisions. Pourtant on a refusé des marchés pour certains produits. Est-ce l'application de la politique gouvernementale de freinage de la consommation ? Non ce peut être plus prosaïquement une politique de hausse de stocks. Il est vrai que dans quelques mois, du fait de l'inflation, les prix auront encore augmenté. Il ne s'agit pas d'une perte sur les capacités de production mais d'un gain retardé.

La mise au chômage technique des travailleurs de R.P.T. sera donc un vol de cotisations des ASSEDIC. Dans la logique de cette politique les travailleurs de R.P.T. sont en droit de réclamer une cinquième semaine de congés payés.

Aux travailleurs de payer ?

Le chômage ainsi organisé est payé à 100 % par le biais des congés payés, des jours de repos, des ASSEDIC. Les dispositions actuelles, par ailleurs, ne prévoient pas d'indemnisation permanente. Après 320 h chômées, il n'y a plus rien.

On voit finalement que Rhône-Poulenc comme les grandes entreprises... Renault, Citroën, Peugeot, Aérospatiale etc. tente d'utiliser la situation économique et politique actuelle pour s'enrichir sur le dos des travailleurs.

Rhône-Poulenc (chimie ou textile) investit massivement à l'étranger (en Chine, en Thaïlande) et profite donc de la conjoncture pour mieux se placer à l'échelle mondiale.

A l'appel des syndicats C.G.T.-C.F.D.T., C.F.T.C. une nouvelle journée régionale d'action aura lieu le 13 décembre, pour l'ouverture de négociations directes et organiser la riposte.

Y.S.

A Avignon, Français, immigrés solidaires

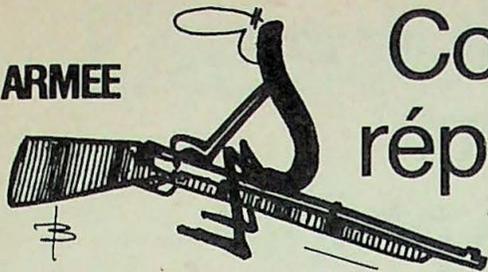
Les immigrés d'Avignon avaient enfin obtenu qu'une salle de réunion soit mise à leur disposition. Pour mettre fin à ce scandale, la police fait irruption dans cette salle le 12 novembre et procède à une série d'expulsions. Le 14 novembre, un meeting de protestation organisé par le PSU, la CFDT, le MDPL et la FNDIRP rassemblait 400 personnes. Un nouveau meeting avait lieu le 28 novembre, avec la participation de Robert Lafont et de Me Beauvillard.

Pour protester contre les ex-

pulsions de leurs camarades, les immigrés commencent alors une grève de la faim dans un local paroissial d'Avignon.

Dans la soirée la préfecture menace les autorités ecclésiastiques. Devant cette situation, les travailleurs immigrés sont évacués dans un lieu sûr et remplacés par des travailleurs français. A 6h. du matin la police emmène tous les Français qui s'étaient démunis de tous leurs papiers. La police vient de les relâcher. L'action continue.

ARMEE



Contre la répression

● Paris : Appel pour B. Rémy

Le congrès fédéral de la région parisienne du PSU a adopté le 7 décembre 1974, une motion à propos du cas de Bernard Rémy, membre de la 12ème section de Paris, qui, déserteur depuis plusieurs années et bénéficiant de la loi d'amnistie, s'était rendu aux autorités militaires à la caserne de Reuilly le lundi 18 décembre 1974 :

« **Dénonçant** le rôle et l'empêtement croissant de l'armée dans tous les secteurs de la vie civile ; le refus des droits syndicaux et politiques aux appelés à l'intérieur des casernes ; la répression

qui s'abat actuellement contre les signataires de l'Appel des 100 et des soldats de Draguignan, B. Rémy refuse de servir une armée au service des intérêts de la bourgeoisie et en conséquence entame une grève de la faim à la base aérienne de Rochefort où il a été incorporé.

Soutenant, l'appel pour la libération des soldats emprisonnés, la fédération de la région parisienne du PSU affirme sa solidarité avec tous les soldats victimes de la répression, notamment les soldats actuellement emprisonnés. »

● Seine-Maritime : soutien à P. Le Cunff

Un enseignant du CES Diderot de Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Patrick LE CUNFF, incorporé au 39° R.I. de Rouen depuis le mois d'août a été puni de 60 jours d'arrêt de rigueur à la suite de sa protestation contre les brimades exercées dans son régiment.

Face à cette mesure disciplinaire, il a commencé une grève de

la faim le 26 novembre. Il vient d'être transporté à l'hôpital militaire de Lille où il poursuit son action.

Le soutien à Patrick LE CUNFF s'organise dans la région de Rouen avec la participation des organisations qui luttent pour la défense des soldats en butte à la répression. □

● Lettre d'un insoumis

On trouvera ci-après l'extrait d'une lettre que nous envoie l'un de nos camarades qui, insoumis, a entamé une grève de la faim déjà longue.

« Chirac, pour une fois, a tout à fait raison. « **Il n'y a pas de maladie dans l'armée** » : il y a maladie.

Militant du PSU, insoumis, gréviste de la faim depuis le 23 septembre à l'hôpital militaire de Desgenettes, c'est dans ce contexte que s'inscrit ma démarche.

En effet, le refus de l'armée dans sa forme actuelle s'incruste de plus en plus profondément dans la conscience des jeunes. Et même s'il n'est pas encore spectaculaire, on peut dès à présent observer que ce refus est beaucoup plus qu'un simple phénomène marginal. Le pouvoir, qui croit lâcher du lest par des réformes qui ne sont même pas des « réformettes », commet une bien lourde erreur en jugeant la jeunesse incapable de faire la distinction entre le nécessaire et le dégradant.

Il n'y a pas trois façons de poser le problème : ou l'on nous considère comme des individus res-

ponsables et l'on nous accorde les droits du citoyen, ou on estime le contraire, et alors, quelle est la signification d'une armée d'irresponsables ? Les droits des citoyens, c'est d'abord et avant tout le droit syndical, un droit chèrement acquis par les travailleurs depuis pratiquement un siècle. Ce droit élémentaire, il nous faut l'arracher à la bourgeoisie : il serait une garantie et nous permettrait d'exercer un certain contrôle sur une hiérarchie aujourd'hui toute-puissante. Toute puissance qu'on ne peut admettre qu'en abandonnant, à l'entrée des casernes, une bonne part de sa dignité et de sa personnalité. Et c'est très grave, car c'est là une des finalités de l'armée : conditionner la jeunesse pour qu'elle soit, au sortir des casernes, beaucoup plus docile à l'autorité du patronat (lorsque l'on a admis le pire, on admet beaucoup plus facilement le mal.)

La dialectique du pouvoir trahit d'ailleurs clairement ses buts. Qu'est-ce que le contraire d'un insoumis ? Un soumis n'est-ce pas ? C'est décidément faire bien peu de cas de notre dignité. »

Philippe ADOUANE, Hôpital militaire des Desgenettes, Service neuro (eh oui !), 69272 LYON CE-DEX 1 □

Santé

Le scandale d'An

La clinique d'Argonay (Haute-Savoie), construite malgré l'avis défavorable des autorités locales, grâce à l'appui politique des ministères, avait ouvert ses portes le 1er avril 1972. Elle a une capacité de 50 lits de chirurgie et de 20 lits de médecine.

A peine deux ans après son ouverture, cette clinique luxueuse qui a coûté environ un milliard d'anciens francs est fermée, l'ensemble du personnel licencié. L'équipe médicale de démarrage est complètement déçimée.

Dès la construction des premiers bâtiments, grâce à la publicité faite dans les journaux régionaux, dix-huit mois avant sa mise en route, la clinique d'Argonay était déjà le sujet de conversation habituel à Annecy. Mais, peu de temps après, on s'aperçut que la clinique accuse des difficultés ; les lits restent vides.

Le Comité « Vérité Justice » d'Annecy décide de faire une enquête et d'en informer la population par un tract ronéoté de huit pages, le 16 février 1974. L'affaire est ainsi

résumée : « Le département de la Haute-Savoie possède une carte hospitalière où sont indiqués les établissements hospitaliers existants et futurs destinés à couvrir les besoins de la population. L'hôpital d'Annecy lance sa deuxième tranche qui entrera en service courant 1974. Une troisième tranche étant prévue pour 1980.

Mais les Frères Tourvieille, PDG de la Société anonyme « Le Brévent » et propriétaires du sanatorium du Plateau d'Assy, décident la construction d'une clinique privée à Argonay. Le projet est rentable, s'inscrivant dans une structure hospitalière prévue, mais ne répondant à aucune nécessité.

Les Frères Tourvieille pensent jouer toutes leurs cartes d'exploiteurs. Ils obtiennent l'autorisation de construire la clinique de 78 lits au lieu de 120 demandés. Ils obtiennent l'appui de certaines autorités locales et pensent faire aligner les prix de journée sur les hôpitaux de Lyon (beaucoup plus chers), alors que tous les autres établissements de la région se basent sur les tarifs de Chambéry...

« Il faut supprimer

Réponse à Jacques Thibault des

L'article de Jacques Thibault (voir TS n° 637) tend à accrédi- ter une idée simpliste au sujet du corps médical : l'infime minorité des grands bourgeois du Conseil de l'Ordre opprime le reste du corps médical composé de médecins conventionnés pauvres et exploités... Cette analyse n'a rien à voir avec la réalité !

Certes, il faut détruire l'Ordre, symbole et garant du mandarinat et du conservatisme médical. Le PSU l'avait déjà réclamé en mai 68.

Mais le véritable problème est de savoir si l'Ordre n'est pas représentatif de l'idéologie médicale moyenne.

Bien sûr, il y a des nuances entre la tendance intégriste groupée autour du Conseil de l'Ordre, de la Fédération des médecins de France de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine, et la tendance réaliste, conventionniste et majoritaire groupée autour de la Confédération des syndicats médicaux français. Mais tous, à part un certain nombre de médecins socialistes ou simplement « sociaux », se satisfont parfaitement de la médecine libérale et de la Convention. Or, si celle-ci a permis depuis 1960 (mais jusqu'à quand ?) l'accès des catégories de citoyens les plus défavorisés aux soins, elle ne résout aucun des problèmes fonda-

Non au travail social-flic

6 novembre : Au petit Chante-loup, foyer accueillant une trentaine de cas sociaux, on licencie le directeur qui refuse d'être l'intermédiaire docile entre le Conseil d'administration et l'équipe d'éducateurs. Les éducateurs se verront reprocher de ne pas faire appliquer les directives répressives émanant du même C.A.

Les travailleurs font alors des démarches auprès des autorités « compétentes », (Préfecture, DASS, etc.) pour faire annuler le licenciement.

21 Novembre : Face au refus ca-

tégorique de celles-ci le personnel se met alors en grève.

28 Novembre : entrevue avec M. Padovani, directeur de l'action Sanitaire et Sociale qui prend alors le parti des patrons. Le 2 Décembre, le directeur de la DASS, juge, substitut et policiers investissent le foyer... Jeunes et éducateurs sont conduits au commissariat où, après une journée d'interrogatoire les jeunes se voient replacés dans des conditions scandaleuses.

Les travailleurs décident alors l'occupation des locaux.

4 décembre : 300 travailleurs sociaux de l'Essonne manifestent à

gonay

Malgré les astuces financières, les passe-droits et les appuis de leurs amis politiques, l'affaire tourne mal. Deux ans plus tard, la clinique licencie l'ensemble de son personnel et ferme ses portes. L'essentiel de l'équipe médicale n'a pas été payée ; elle intente une action en justice.

La machine policière en marche

Après la distribution du tract du CVJ, une plainte est déposée en diffamation par les Frères Tourvieille. Quinze militants, membres du Comité, sont inculpés. La clinique d'Argonay fermait ses portes deux mois plus tard.

Le procès a eu lieu les 13 et 14 novembre dernier.

Le verdict est attendu le 13 décembre. C'est avec intérêt que les militants de Haute-Savoie attendent la fin de ce procès qui dénonce une fois de plus le profit capitaliste.

Corresp. particulière TS □

l'Ordre médecins »

mentaux de la santé : la prévention, l'information du public, l'hygiène de vie (dans la cité, au travail, à l'école), la coordination entre hôpitaux, centres de santé, médecins isolés, le travail en équipes multidisciplinaires.

Quelques thèmes de réflexion sur ces problèmes sont proposés dans le n° 18 bis de Liaison Socialiste et peuvent être commandés à la Fédération de la Région Parisienne du PSU (2 F).

L. ROSANT (Commission Santé du PSU) □

la Ferté-Alais, dont le maire n'est autre que le président du C.A. : ils se heurtent alors à un important dispositif policier.

5 décembre : signification est donnée par huissier d'évacuer le foyer

11 décembre : à l'appel de la C.F.D.T. Santé-Social Essonne et C.G.T. enfance inadaptée a lieu un meeting rue de l'Abbaye regroupant des représentants de l'ensemble du secteur concerné.

Le 17 décembre : aura lieu une journée d'action sur la DASS et la préfecture de Corbeil.

Cinéma

« Le moineau »

de Youssef Chahine

Youssef Chahine a voulu chercher à comprendre ; il a voulu savoir pourquoi, en dépit des discours lénifiants de ses dirigeants, l'Egypte a connu les jours terribles de la catastrophe de 1967.

Chahine a dédié son film à « ces pauvres moineaux » c'est-à-dire aux simples bidasses, aux gens de peu et de rien, aux enfants du peuple égyptien qui sont hantés sans comprendre ce qui leur est arrivé, abattus par les balles ennemies, dans les sables du désert.

Un effondrement intérieur

Un ennemi qui reste, tout au long du film, danger permanent et lancinant et présenté comme extérieur à l'action, car ce qui intéresse directement le réalisateur, ce sont les causes internes du revers de la guerre des six jours, celles qui concernent son type de société et son régime politique.

Mais la radio annonce les attaques de l'aviation israélienne. Dans les ruelles du Caire, la consternation succède aux fausses nouvelles de victoire. Le réalisateur égyptien amène très habilement la dénonciation du « bakchich », de la corruption, du détournement de fonds publics réalisé sous couvert d'intérêt national, en contrepoint de l'effondrement militaire de son pays.

Cette dénonciation ne se veut pas abstraite, elle s'enracine dans les situations vécues réellement par le peuple égyptien. En authentique conteur arabe, Chahine brode en orfèvre son œuvre de détails vivants, qui semblent faire dériver le spectateur pour mieux le ramener ensuite à la trame du message politique.

Ainsi s'explique la galerie des portraits qui nous est offerte, saisis dans le vif de l'Egypte de 1967 : l'homme qui noie dans l'alcool sa nostalgie du colonialisme britannique, le gamin qui veut ramener de



Les responsables, le spectateur est invité à les démasquer à travers une enquête tortueuse et complexe que mène Youssef, journaliste gêneur et militant révolutionnaire d'origine bourgeoise. Youssef, en choisissant le journalisme, a délaissé une situation très florissante chez I.B.M. : « l'Egypte a plus besoin de stylos pensants que d'âne ordinaire ».

L'enquête policière nous conduit auprès d'un chef de bande, espèce de brigand des montagnes qui protège un curieux trafic à propos d'une curieuse usine. Il s'agit d'une usine inachevée qui aurait pu faire travailler 6 000 chômeurs égyptiens, mais dont de mauvais génies du désert s'emploient à monter et démonter les machines. Cette usine dépend du secteur public, et le petit manège sert en fait à engraisser les intérêts — tout ce qu'il y a de plus privés — de hauts fonctionnaires et de politiciens. La réexpédition des machines vers le Caire est faite aux frais de l'Armée.

Les escrocs légitimes

Voilà que Youssef a réussi à entrer en contact avec le chef de bande, qui en a long à dire sur la compromission des « grosses têtes ». Le préfet Smail, mêlé de près à l'affaire, s'empresse de venir sur place mener rondement les opérations tendant à la liquidation du chef de bande, en la faisant passer pour un règlement de compte personnel, afin d'étouffer l'affaire.

Cette affaire serait close pour tout le monde sans l'entêtement et le courage de Youssef. Le journaliste veut remonter la filière jusqu'au bout, jusqu'au bénéficiaire du trafic proche du pouvoir, ceux qu'il nomme dans ses articles les escrocs légitimes.

la poussière d'une mosquée du Caire pour soigner son petit frère, le père déçu qui veut appeler sa sixième fille « Ahmed » parce qu'il attendait un garçon. Dans tout ce petit monde grouillant, il y a surtout, symbole des symboles, adulée, choyée, chantée, Baheya, passionaria engagée pour l'émancipation de son pays et qui personnifie l'Egypte elle-même.

Innovation et tradition

Visiblement Chahine, tout en évitant « le folklore », a voulu être compris des masses égyptiennes. Le figelage qu'il a apporté à son film révèle son souci de toucher la sensibilité de son pays et imprime à son œuvre un charme indiscutable. Il y a là un dépassement original du sens de l'action venu du cinéma américain dont Chahine est féru et du lyrisme du cinéma soviétique.

Ce film nous aurait comblés si son propos politique avait été plus clair. A la fin on voit Nasser prononcer son discours historique, annonçant son abdication. Un authentique et incontestable mouvement populaire se déclenche en faveur du Raïs au grand dam des permanents de l'Union socialiste arabe interloqués par la vigueur d'une manifestation de masse si spontanée. C'est une belle séquence mais politiquement ambiguë dans la mesure où ce fantastique déferlement populaire n'a abouti, en fait, qu'au rétablissement du passé. Symboliquement, à ce moment là, un moineau s'envole de sa cage.

Il faut saluer le courage de la remise en cause des bourgeoisies nationales qui s'engraissent sur le dos des peuples, en arguant de leur « progressisme » mais dans cette démarche révolutionnaire, Chahine semble avoir hésité.

Alain TLEMCEN □

Dans l'éventail politique portugais, le MES occupe une place bien particulière qui l'apparente au PSU, avec toutes les différences qu'il faut noter entre la formation sociale portugaise et la France, entre la conjoncture portugaise et la nôtre. Pour ce premier congrès, les militants du MES abordent une série de problèmes fondamentaux qui ont été discutés une première fois dans une assemblée générale de militants tenue à Lisbonne en novembre à huis clos. Le nombre encore limité de ses militants (autour de 1 500) s'explique en partie par la faiblesse des moyens matériels dont il dispose et qui est la contrepartie de son indépendance politique absolue — à comparer avec l'aide considérable que le PS reçoit des social-démocraties européennes.

Cependant, le MES constitue par son insertion dans les luttes syndicales ouvrières bien plus forte que celle du PS et son influence sur l'aile gauche du MFA et en particulier sur les officiers « miliciens » (appelés un groupe déterminant dans l'évolution politique rapide que connaît le Portugal. Il ne s'agit pas simplement pour le MES de prendre part aux élections à la Constituante qui sont toujours fixées pour le mois de mars, mais de déterminer des lignes d'action stratégiques et tactiques pour orienter sa participation aux luttes concrètes, et au rapport de force qui s'établit au sein des forces armées et conditionne pour l'avenir des libertés d'action dont disposeront les forces anticapitalistes et les organisations révolutionnaires. Le MES est la seule organisation de la gauche portugaise à pouvoir dialoguer sur une base non sectaire à la fois avec les secteurs ultragauchistes représentés par différents groupes maoïstes — dont le plus important numériquement, mais non le plus intéressant, est le MRPP — avec l'aile gauche du PS, et en particulier la fraction autonome de gauche du PS le MSP, enfin même avec le PC, malgré un certain nombre de chocs très durs à l'occasion de luttes syndicales où des militants du MES étaient engagés, comme la grève de TAP celle de TIMEX et celle des Télécommunications (C.T.T.) où le PC a dénoncé les dirigeants locaux comme des « provocateurs ». Cette attitude du PC est de plus en plus mal comprise par les bases syndicales en lutte surtout à l'égard du MES qui n'a jamais développé la dénonciation abstraite du réformisme et du révisionnisme.

Face au gonflement considérable du PS (passé de 177 membres avant le 25 avril à 50 000 aujourd'hui) et aux perspectives d'une éventuelle victoire aux élections des formations de droite (CDS) et du centre (PPD) qui attirerait le PS vers le pôle social-démocrate, le PC cherche dans une certaine mesure actuellement à se rapprocher du MES.

Le débat autour des principaux problèmes d'orientation au sein du MES tourne autour des points suivants :

— Comment relier et coordonner les pratiques de luttes axées sur la démocratie ouvrière de base, le contrôle ouvrier, la constitution des syndicats par des élections à la base, avec une prise de responsabilité concrète dans l'appareil d'Etat ;

— Comment orienter cette pratique « basiste » avec les inéluctables accords « au sommet » qui se pratiquent notamment au niveau des relations particulières que le MES entretient avec le Mouvement des forces armées ;

— Comment maintenir cette pratique du rapport privilégié avec la gauche du MFA sans abandonner nullement l'approfondissement du processus de « démocratisation » des Forces armées, qui peut, dans certains cas, entrer en contradiction avec l'idéologie corporatiste militaire d'une partie du Mouvement des forces armées.

PORTUGAL

le MES

Movimento da Esquerda Socialista

Prépare son congrès.

Le MES est un mouvement qui se connaît encore mal lui-même et qui espère, à travers son congrès, pouvoir éviter la constitution de tendances et subsumer les pratiques des divers groupes de militants sur une ligne stratégique claire.

Les points communs acquis au niveau de l'ensemble des militants paraissent être les suivants :



Le général Costa Gomes prononçant son discours place de l'Hôtel-de-Ville de Lisbonne.

— Importance stratégique du processus de radicalisation du Mouvement des forces armées et appui tactique du MES au programme du MFA considéré comme un programme à dépasser. Le MES pense qu'il n'est pas possible de rester dans les limites d'un programme anti-impérialiste et que, en raison de la crise mondiale du capitalisme en général, de la structure spécifique de l'industrie portugaise, qui est celle d'un pays sous-développé, en particulier, la lutte anti-impérialiste et antimonopoliste est en fait inséparable d'une lutte anticapitaliste. Cette réalité, même si elle est refusée par l'analyse du PC, par l'idéologie du MFA qui en découle largement, par la stratégie électoraliste du PS et bien entendu du PPD, doit pouvoir s'imposer finalement à la fraction hégémonique du MFA. Ce qui est important en tout cas c'est de maintenir avec le MFA, qui constitue pour l'instant la réalité du pouvoir politique, des liens

et une compréhension qui permettent la constitution permanente du MFA comme garant de la légitimité et comme obstacle à la répression par le pouvoir d'Etat de l'apparition de formes d'organisations de contrôle populaire différentes ou même opposées aux institutions qui découleraient du simple rétablissement de la démocratie bourgeoise.

Le MES est dans ce sens hostile à une fusion organique trop rapide du MFA avec les Forces armées, ou à son assimilation avec le corps des officiers de carrière ; il est favorable à son maintien comme organisation autonome et dynamisante du processus de démocratisation, mais pas favorable à sa constitution en parti politique autonome ni à son apparition à la Constituante comme groupe recevant par accord au sommet un certain nombre de sièges de députés « de droit », pour pouvoir peser numériquement sur les votes au cours de l'élaboration de la constitution. Ces deux solutions ont été peut-être envisagées quelque temps respectivement par le PC et le PS. Elles auraient eu l'inconvénient d'aboutir en fait à ce que le personnel militaire non convié à l'activité politique proprement dite — soit dans un « parti du MFA », soit dans une présence au parlement — aurait dû simplement « rentrer dans les casernes », ce qui est évidemment le programme de la droite « européenne » du PPD et du PS.

Outre les luttes syndicales, actuellement dans une phase de récession, mais qui s'axent essentiellement sur la défense de l'emploi, la lutte contre les licenciements, la réorganisation syndicale, le MES considère comme essentiel l'évolution des forces armées. Les élections qui s'y déroulent à tous les échelons depuis une quinzaine de jours sont un phénomène unique en son genre dont les retombées politiques sont difficiles à apprécier. Ce qu'on peut en dire maintenant c'est que le processus de démocratisation concerne non seulement certaines promotions décidées par le vote du corps des officiers, mais la constitution permanente de conseils de délégués jusqu'au niveau des unités. Le contenu politique de ces nouvelles institutions est variable et dépend en partie des actions entreprises à la base, du rapport soldat /sous-officiers / officiers, de la relation entre gradés de carrière et du contingent. Cette expérience très riche n'est pas encore totalement analysée.

Le MES a invité le PSU ainsi que le PDUP-Manifesto à assister à son congrès (21-22.12.74) et à tenir à Lisbonne le 23 décembre une réunion à trois pour resserrer les liens entre nos organisations respectives.

Alain Joxe □

Rares sont les livres parus en français sur le Portugal.

Pour une vision journalistique des événements du 24 avril 1974 et quelques éléments du 24 avril 1974 et quelques éléments pour la compréhension du Mouvement des forces armées : Pierre Audibert et Daniel Brignon — Portugal : les Nouveaux Centurions (éd. Belfond - 35 F).

Un recueil de textes du Secrétaire national (depuis 1972) du PCP : Alvaro Cunhal vient d'être publié. C'est un livre qui donne des éléments sur l'histoire du Portugal et la lutte anti fasciste durant 46 ans. « Portugal : l'aube de la liberté » Editions sociales — Prix 12 F.

En bref international

● Dollars en moins et en plus

Les Etats-Unis adorent se montrer généreux. Même si c'est du bout des lèvres. Comme cela s'est produit début décembre par le vote de l'aide à l'étranger à une voix de majorité, au Sénat. Avec, en prime, une réduction de crédits. Première victime : l'ONU : moins 30 millions de dollars, pour ce machin qui empêche les Américains de dormir... Plus d'aide militaire au Chili, ni pour les opérations de la CIA (tiens, tiens... Plus d'aide militaire au Chili, On aidera même le Portugal : 55 millions. Mais la part du lion est réservé à Israël : 339 millions d'aide économique plus 300 millions d'aide militaire. Par contre, l'Egypte ne recevra que 250 millions de dollars. Un fonds « Proche Orient (Syrie...) de 100 millions de dollars est prévu. Total pour Israël : 639 millions. Total pour les Arabes : 350 millions. La main droite ignore bien entendu ce que fait la main gauche.

● Djibouti est en Afrique

Le Sénégalais Senghor s'est prononcé pour l'indépendance de Djibouti, le général Barre, chef de la République de Somalie et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, aussi. Mais voici qu'Ali Aref, actuel chef du gouvernement à Djibouti, territoire « français » ne rejette pas absolument ce « concept » d'indépendance, mais se retranche derrière le rempart du colonialisme français dont il est, jusqu'à présent, un très fidèle serviteur. Jusqu'à quand ? La France ira-t-elle, dans les prochains mois jusqu'à sacrifier Ali Aref le trop bien élu, sur l'autel de la légalité ? Le régime du TFAI est en effet, grâce aux fraudes électorales, totalement aux mains du clan d'Ali Aref. L'opposition est muselée. Cela fait mauvais effet. Alors lâchons Aref, remettons un peu de justice démocratique à l'intérieur de ce pays, et on pourra ainsi répondre aux Africains qui grognent à la porte (Erythrée, Ethiopie, Somalie...) et à l'intransigeante O.U.A. : « vous voyez bien, telle est la volonté populaire... ». Bref, une tactique pour éluder, le colonialisme oblige, le problème de fond. Celui de l'indépendance que, tout récemment la Ligue Populaire Africaine, jusqu'alors partisan, contre Aref, de la démocratisation, revendique désormais comme inéluctable. Et dont il faudra bien et vite déterminer les conditions de viabilité, Djibouti n'étant qu'un morceau d'un ensemble dont la Somalie socialiste est la pièce maîtresse.

● Ian Smith en faillite

Dans un pays raciste, l'exploitation de la majorité (noire) fonde la richesse de la minorité (blanche). La Rhodésie (en africain Zimbabwe) n'échappe pas à la règle. L'apartheid à la mode sud-africaine y sévit. Mais la lutte armée des nationalistes noirs qui se développe depuis 1968 vient de franchir une étape importante : les leaders noirs exigent une conférence pour établir le respect de la majorité populaire. Le régime colonial de Ian Smith a refusé. Contre lui, l'ensemble des mouvements nationalistes fait bloc sous la direction de l'African National Council.

● Bon voyage, M. Giscard

Nous avons trouvé, dans le n° d'avril-juillet de la revue antillaise « *Alizés* », la lettre d'un jeune martiniquais de 18 ans à son frère travailleur immigré à Paris. Elle date du 8 mai 1974. En voici des extraits. A lire à l'occasion du voyage de Giscard en Martinique.

« Cher O... La dernière fois je t'ai parlé de la hausse des prix. Il y a eu des manifestations, des accrochages, des morts, mais ça c'est arrêté là. Les Martiniquais se sont résignés. Ils ont serré leur ceinture pour moins sentir la faim. Bon ! mais ce n'est pas tout. Pour faire pression et nous faire peur, la police se livre à des arrestations du côté des ouvriers agricoles et cela a fait beaucoup de bruit à Fort-de-France. Je ne sais pas où ils en sont maintenant... Je n'achète pas le journal « *France Antilles* ». Pour moi c'est un torchon et de torchons je n'en ai pas besoin. Quant à la radio, je n'écoute plus car je ne veux pas devenir dingue. Je n'exagère pas... Pendant tout ce qui passe chez nous, le président de la république meurt. Alors arrivent les élections... M. Giscard a envoyé son épouse chez nous. On la voit dans ce qu'on appelle « *France Antilles* », en première page. Elle est avec une marmite en train de faire sa cuisine. Elle a des bagues extrêmement rares et d'une richesse fort élevée. Quant à la robe qu'elle portait ce jour là, crois-moi que ce n'est pas une robe que porte les cuisinières. On la voit avec un bébé noir dans les bras, on la voit dans un champ en train de couper la canne à sucre : pour envoyer dans quelle usine, je me demande ? Je me demande aussi avec qui et où on ne l'a pas vu ?... Dans tout ça je comprends une seule chose. Je crois, on nous prend pour des jouets et pour des enfants... »

A.L.

Argentine : Ongaro arrêté

Un des leaders du Mouvement syndical combatif, a été arrêté ; il s'agit de Raimundo Ongaro, responsable du syndicat du livre, qui a joué un rôle important dans l'opposition à la bureaucratie fascisante de la CGT.

Les autres leaders du mouvement syndical combatif (Tosco, Salameca) sont passés à la clandestinité à la suite de la répression ouverte qui s'est déclenchée contre les syndicats du mouvement ouvrier s'opposant à la bureaucratie de la CGT.

C'est un coup dur porté au mouvement ouvrier et populaire argentin, qui marque un reflux évident.

Le chancelier Schmidt est à Paris pour le sommet européen. Il sera le représentant d'un système où dans les prisons, la torture scientifique est organisée. Pour dénoncer les conditions de détention (dans les prisons allemandes, six membres de la Fraction Armée Rouge (FAR) dit groupe Baader-Meinhof) ont entrepris une grève de la faim le 13 septembre dernier. Ils ne sont plus que 5 à la continuer. Holger Meins est mort de faim le 10 novembre dernier.

Si la justice allemande ne cède pas, si elle continue à organiser les tortures scientifiques dans les prisons (insonorisation, lumière électrique, sans arrêt), les cinq autres grévistes risquent de connaître la mort dans les 8 jours qui vont venir.

La rencontre Sartre-Baader-Cohn Bendit a contribué à commencer à rompre le silence : le silence organisé dans les cellules, le silence et la calomnie dans la presse internationale. La social-démocratie a peur de ces hommes

Bande à Baader : La mort en ces prisons ?



qui en avril 1968, incendiaient un magasin pour dénoncer cette société de marchandise (1). Elle a peur de ces hommes contre qui la plus gigantesque opération policière a été menée en Allemagne depuis 1945. Leur procès serait un événement politique. Tenants de la guérilla urbaine dans une Allemagne prospère, ils étaient isolés. La dénonciation qu'ils ont, au péril de la

mort, entreprise contre le système concentrationnaire, prendrait une autre signification dans une Allemagne où la crise elle aussi commence à faire jaillir des révoltes.

Y.S.

(1) Pour plus d'informations sur l'action et la doctrine de la FAR se reporter au livre « La bande à Baader ou la violence révolutionnaire » (Ed Champ Libre).

Un succès majeur, une « percée » dans la marche vers la détente... telle a été l'appréciation d'Henry Kissinger sur l'accord qu'il vient de faire négocier par M. Ford à Vladivostok. Mais l'opinion américaine n'est pas aussi enthousiaste ; le sénateur Jackson, porte-parole du Pentagone et du lobby des armements, cherche à torpiller l'accord. Le New York Times, lui-même, favorable à un réel freinage de la course aux armements, a attaqué l'accord, après quelques jours d'hésitation, comme représentant simplement une nouvelle étape de cette course.

Pour y voir clair, il faut se reporter au contenu de l'accord de mai 1972, également négocié par Kissinger, à Moscou, qui lui valut d'être accusé plus tard d'avoir mené la discussion sans ses conseillers militaires et d'avoir conclu un accord beaucoup trop imprécis. Pour les Américains favorables à l'époque à la détente, c'était un premier succès ; les militaristes n'étaient pas mécontents. Les Américains se limitaient à 1 054 fusées intercontinentales terrestres et 44 sous-marins avec 710 lanceurs, les Soviétiques à 1 618 fusées terrestres et 62 sous-marins avec 950 lanceurs. Mais l'avantage soviétique apparent était compensé par les fusées à têtes multiples (MIRV) possédées par les Américains ; grâce aux MIRV, les Américains avaient déjà à l'époque près de 6 000 engins indépendants, alors que les Russes étaient, sans MIRV, théoriquement limités à 2 500. De plus, l'accord ne tenait pas compte des bombardiers stratégiques, équipés par les Américains avec 24 fusées nucléaires SRAM à tir tendu, pouvant être lancés par dessous le réseau soviétique de détection et de défense. De bons experts calculèrent que les Américains iraient rapidement à 10 000 têtes nucléaires, laissant l'URSS loin derrière.

Ratifier l'équilibre

Mais, dans sa hâte, le magicien s'était fait quelques illusions... Les Soviétiques ne tardèrent pas à mettre au point, eux aussi, un MIRV. Aujourd'hui, c'est chose faite ; l'accord de 1972 allait donc transformer, maintenant, leur grave infériorité en nette supériorité ; d'où clameurs au Pentagone, attaques contre Kissinger, mise en cause de l'accord sur l'équipement de la Sibérie et la fourniture de gaz soviétique ; en général, toute la politique kissingerienne risquait d'être mise en question. Mais l'homme a une habileté particulière pour utiliser les difficultés, voire les calamités. Les Russes, eux non plus, ne tenaient pas à voir saborder une politique qui leur est économiquement indispensable.

En fait, il apparaît que les critiques américaines « de droite » et « de gauche » contre l'accord sont également explicables. Il n'y a pas de réduction des armements. Avec un plafond de

Vladivostok et ses « retombées »

2 400 véhicules (fusées ou avions) pour chaque camp, dont 1 320 pourront être pourvus de MIRV, avec un minimum de 8 à 10 têtes, cela donne un plafond d'une quinzaine de mille têtes nucléaires, portant en moyenne 1 mégatonne chacune... au total, 750 000 fois la puissance de destruction mise en œuvre à Hiro-

sés en Europe (et ailleurs) : ils ne menacent pas directement le sol de l'URSS elle-même.

Il est bien évident qu'on aurait pu, comme le dit le N.Y. Times, faire un progrès plus réel vers le désarmement. Mais H. Kissinger, lui, ne pouvait rien



hima ! Il y a encore de beaux jours, dans les deux camps, pour les militaires et les usines d'armement. Par contre, il y a cette fois-ci un équilibre plus réel. On a pris acte de l'existence des MIRV soviétiques, on a intégré dans l'accord général les bombardiers (désavantage pour les USA) mais les Soviétiques ont accepté de laisser en dehors les bombardiers nucléaires tactiques américains ba-

faire de tel. Pris entre la situation économique et la pression du Pentagone pour de nouvelles armes, ne pouvant plus rien imposer, désirant pourtant réussir un « coup » spectaculaire, aussi bien pour sa propre « image » que pour celle de Ford, tout ce qu'il pouvait faire, c'était stabiliser en apparence le statu quo, tout en laissant la porte ouverte à la course aux arme-

ments qualitative. Quant aux Soviétiques, qui depuis longtemps sont favorables à des niveaux d'armement nucléaire moins élevés, que pouvaient-ils faire, sinon, eux aussi, entériner un statu quo qui leur laisse les mains libres pour perfectionner leurs armes ?

Au Moyen-Orient, en Chine...

Le plus important, peut-être, ce sont les retombées psychologiques et politiques. Sans doute aucun autre sujet important ne semble avoir fait l'objet d'un accord, mais le ton du communiqué et les rumeurs qui circulent indiquent que chacun y a mis du sien. Sur le Moyen-Orient par exemple : officiellement, il n'y a pas eu d'entente ; mais il semble bien que les Américains ont transigé sur l'utilisation de Genève (dont Israël, pourtant, ne veut pas entendre parler) ; la conférence ne sera pas « réactivée » dans l'immédiat, mais elle sera utilisée pour terminer la négociation, si celle-ci fait des progrès ; en général, plusieurs observateurs considèrent que Kissinger a dû renoncer à son rêve d'éliminer les Soviétiques du Moyen-Orient, et a dû ratifier leur participation au règlement. Inversement, les Russes ont accepté, dans le communiqué final, une formulation proche des thèses américaines, puisqu'il est question du « droit à l'indépendance de tous les Etats », et seulement des « intérêts légitimes de tous les peuples de la région, y compris les Palestiniens », (et non des droits de ces derniers).

La froideur avec laquelle Kissinger a été reçu à Pékin est probablement aussi une autre retombée psychologico-politique. Tout rapprochement entre Moscou et Washington inquiète les Chinois, d'autant plus que Moscou vient de répliquer assez sèchement à la réponse chinoise à l'offre russe d'un pacte de non agression : Pékin avait demandé, en ce cas, des rectifications de frontières mineures. Il est possible aussi, comme le pensent certains soviétologues, qu'une violente bataille souterraine soit en cours en ce moment à Pékin, en fonction de la succession prochaine de Mao et de Chou-en-Lai à la fois, bataille qui oppose les partisans d'une certaine détente avec l'URSS, et les fidèles de la ligne de Mao. On en trouve de nets indices dans la presse chinoise, et dans cette perspective, le problème des relations avec Washington peut être également en cause, ou au moins en suspens.

... Et chez nous ?

Si Vladivostok a vraiment débarrassé le terrain pour une détente américano-soviétique plus approfondie, il y a gros à parier que Moscou ne serait pas tellement enchanté si, à Rome ou à Paris, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche et l'inévitable réaction de la bourgeoisie et de son armée créaient des tensions internationales susceptibles de tout gâcher. Cela peut ajouter une nouvelle dimension, tant aux problèmes des relations entre Etats qu'aux questions touchant à l'équilibre de la gauche occidentale...

Claude Bourdet ■